

N&E4-0  
SOMMAIRE  
AVANT-PROPOS

Voici donc le N° 4 des "Notes", un dossier consacré à ETA. Ce dossier est l'oeuvre de Jean Chalvidant, 40 ans, hispanisant et espagnol de coeur. Il a "couvert" pendant plusieurs années l'Espagne - les affaires basques en particulier- pour Radio Monte-Carlo et RTL.

Comme c'est toujours le cas pour les "Notes" ce qui suit est le fruit d'une exploitation intelligente de documents ouverts - d'origine basque en grande majorité - et rien ne provient de notes ou documents étatiques, ni de ce côté des Pyrénées, ni de l'autre.

J'attire particulièrement l'attention des lectures sur les biographies de cadres Etarres, qui permettent de bien saisir le problème basque tel qu'il s'est posé, et se pose encore, à tous les gouvernements espagnols successifs depuis trente ans bientôt.

Xavier Raufer  
février 1988.

GLOSSAIRE

I - E.T.A. : HISTOIRE, ACTUALITE ET PERSPECTIVES

II - DE A à Z : CADRES ET COMMANDOS DE LA GUERILLA BASQUE

III - ETA : 20 ANS DE GUERILLA, 1968 - 1987 - CHRONOLOGIE DETAILLEE

IV - ANNEXES

1-Le dernier long communiqué politique publié par ETA

2-Exemple de communiqué publié par ETA

3-Programme minimum de la gauche Abertzale Combattante- Alternative K.A.S.

4-Iparretarrak (IK)

N&E4-00

Glossaire

Abertzale : adjectif qualifiant le nationalisme/patriotisme basque.

AP : Alliance populaire ; parti conservateur.

BPS : Brigade politico-sociale; police politique franquiste.

CAA : Commandos Autonomes Anticapitalistes.

CCOO : Commissions ouvrières ; syndicat proche du PCE.

EE : Euskadiko Ezquerria (Gauche basque); superstructure politique légale d'ETA militaire.

EGI : Mouvement de jeunesse du PNV.

EIA : Parti de la Révolution basque; mouvement politique servant de superstructure légale à ETA. Aujourd'hui fondu dans HB.

ERTZANTZA (ou ERTZAINA) : police de la province basque autonome.

FLP : Front de libération populaire ; groupe gauchiste des années 60.

GAL : Groupe antiterroriste de libération; organisation clandestine anti-ETA.

GRAPO : Groupes révolutionnaires antifascistes-Premier Octobre; Organisation Communiste Combattante espagnole.

HB : Herri Batasuna (Unité du peuple); superstructure politique légale d'ETA militaire.

ISAE : Ikasle abertzale sozialiste erakundea; rassemblement légal de jeunes étarres.

KAS : Koordinadora abertzale sozialiste; plateforme politique des nationalistes basques indépendantistes proches de l'ETA.

MOVIMIENTO : Parti unique sous Franco.

PCE : Parti communiste d'Espagne.

PNV : Parti national basque.

PSOE : Parti socialiste ouvrier espagnol.

UCD : Union du centre démocratique.

UGT : Union générale des travailleurs; syndicat espagnol socialisant.

N&E4-1

I - E.T.A. : HISTOIRE, ACTUALITE ET PERSPECTIVES

Trente ans après sa constitution, l'ETA n'en finit pas de frapper. Un terrorisme sanglant : près de cinq cents morts en Euskadi-sud, la fragile démocratie espagnole à plusieurs reprises en péril. Voilà le bilan de la guérilla basque à l'aube de sa quatrième décennie d'existence.

Longtemps on crut que, mort le franquisme, ETA allait s'éteindre faute de thèmes mobilisateurs. Il n'en fut rien et les divers gouvernements centristes (Suarez, Calvo Sotelo) ou socialistes (Felipe Gonzalez) ont fait de l'adieu des Etarres aux armes l'objectif prioritaire de la sécurité publique.

Comment en est-on arrivé là ? Quelles sont les chances réelles d'une reddition ; d'une paix au Pays Basque ?

Une étude minutieuse du phénomène étarre va nous permettre de cerner mieux le problème ETA, et d'aboutir à quelques certitudes.

I HISTORIQUE

Fin 1953, un groupe d'étudiants de l'Université jésuite de Deusto (Bilbao) fonde une association "Ekin" (Action), puis un bulletin du même nom. Cinq de ses animateurs se détachent : José Maria Benito del Valle, Julen Madariaga Aguirre, José Manuel Aguirre Bilbao, Sabino Uribe Cuadra, et Alvarez Enparantza (en littérature "Txillardegui"). Tous sont très jeunes et, mis à part Uribe, font partie de la bonne société basque.

Leur but : sensibiliser le Pays basque à l'indépendance d'Euskadi tout entier - y compris donc les trois provinces françaises - en s'appuyant sur le prolétariat, l'aile progressiste de l'Eglise et les mouvements de jeunesse. Partisans de l'action directe, ils ne ressemblent absolument pas à leurs aînés du PNV, auquel ils reprochent sa prudence. Eux sont plus durs, plus audacieux, plus intransigeants. Quelques actions mal préparées mèneront certains d'entre eux en prison, tel "Txillardegui", qui y rencontre deux des futurs chefs du séparatisme, Agote du PNV et Juan José Echavé Orobengoa. Enfin le 31 juillet 1959 est décidée la création d'un nouveau mouvement, à vocation nettement clandestine et révolutionnaire. ETA (le Pays basque et sa liberté) est né.

Cette nouvelle organisation se caractérise aussitôt par son dynamisme, qui séduit en particulier les limitants d'EGI, les jeunesses du PNV, qui ne tardent pas à rejoindre le mouvement avec armes et bagages. Ainsi dans son journal "Zutik" en 1962, ETA affirme que "la violence est nécessaire. Une violence contagieuse, destructrice, qui appuie notre combat, le bon combat, celui qu'ont enseigné les Israéliens, les Congolais et les Algériens".

Le premier comité exécutif ETA est bientôt formé : Julen Madariaga et José Maria Benito del Valle le dirigent. Mais les débuts sont difficiles. L'infrastructure reste entièrement à créer et l'enracinement dans le pays est encore difficile. D'autant plus que dès 1961, les autorités espagnoles répriment sévèrement les assauts du mouvement. Ainsi, à la suite du sabotage d'un convoi ferroviaire transportant des vétérans carlistes de la guerre civile, la BPS "Brigade politico-social" arrête cent trente suspects. Le comité exécutif se voit alors dans l'obligation de se replier dans une zone paisible, en l'occurrence la France (cela deviendra une habitude), d'abord dans les Pyrénées-Atlantiques, puis à Bordeaux 5, rue Noviciat chez un prêtre espagnol sympathisant, José Luis Lasaya.

Sur le terrain, ETA se fait remarquer par des attaques d'une rare violence. Principalement à partir de 1966, avec l'apport de militants venus d'un mouvement révolutionnaire de type "gauchiste" le FLP, connu sous le nom de "Felipe". Entre 1967 et 1969, on relève neuf attaques à main armée et

quarante-six attentats par explosif. Sont visés principalement les casernes, les relais de télévision, comme celui d'Olarizu, ainsi que les locaux des Syndicats officiels et les journaux du Movimiento. Sur un mot d'ordre ETA, les publications "anti-basques" voient leur vente en Euskadi baisser de 35 %. Ce qui n'est pas mal pour un mouvement clandestin. Mais en contrepartie, les militants sont pourchassés ; dès 1965, ETA a connu son premier martyr en la personne de Joaquin Jarate.

La première scission

Dans le même temps, ETA poursuit son travail d'implantation. Elle se divise en six "herialdes" (zones) :

- la Biscaye jusqu'à Durango;
- de Durango à Deva (Guipuzcoa), Mondragon (Guipuzcoa) et Ondarroa (Biscaye);
- le reste du Guipuzcoa et une partie de la Navarre;
- le reste de la Navarre;
- Alava;
- la zone française.

A la tête de ces zones, un président entouré de membres du "comité exécutif". En 1967, sont créés deux comités, l'un "supérieur", l'autre sur le terrain, en Espagne même. Leur but : l'application des ordres donnés par le "biltzar nagusi", l'Assemblée générale.

De son côté, chaque zone est subdivisée en villages ou en villes dirigées chacune par un responsable. Il n'est pas permis à ces chefs de zone de prendre une initiative propre. Ce cloisonnement extrêmement étanche fait que les membres ETA ne se connaissent pas entre eux et ne risquent donc pas de trop en dire en cas d'interrogatoire policier. Pour communiquer, ils se servent de boîtes aux lettres ou de postes fixes. Il faut attendre le démembrement partiel ETA pour que ses cadres se rassemblent en territoire français, créant ainsi une homogénéité de façade.

Mais avec le développement ETA, les premières tensions voient le jour. En 1962, se tient la première assemblée générale dans un couvent situé en France. Cinquante délégués y participent. A un nationalisme exacerbé se mêlent des notions démocratiques, sociales et humanitaires ; on mélange droits de l'homme, libertés publiques, lutte contre le fascisme, etc... ETA est alors composée essentiellement d'ouvriers et de petits employés. Une décision importante : celle de former des combattants professionnels armés, les "liberados". Les deuxième, troisième, quatrième congrès vont se suivre en 1963, 1964 et 1965. En fait, l'intérêt de ces réunions est assez restreint. On révisé tout au plus le programme antérieur d'insurrection, calqué sur le "modèle" vietnamien. Quatre phases sont décidées : propagande, actions militaires, actions de commando et insurrection populaire. On publie d'autre part des "Cahiers de sécurité" et des "Cahiers de formation", portant sur le marxisme, le socialisme, etc... Dans presque tous les cas, la clandestinité devient la norme chez les cadres.

Ces différents congrès ont permis à ETA de faire le point. Mais il faut attendre 1967 et la cinquième assemblée pour qu'une scission voie officiellement le jour. Dès lors, il existe deux ETA.

La première est constituée par le "front militaire" ou "ETA Ve Assemblée". Elle se définit comme un "mouvement socialiste basque de libération nationale dont le but est de créer un Etat socialiste basque, dirigé par le prolétariat". ETA V est alors et de loin la branche la plus violente, tout d'abord de tendance marxiste-léniniste, puis après le fameux conseil de guerre de Burgos en décembre 1970, de nouveau socialiste. Ses militants, sous l'égide de Madariaga et d'Eguiagaray se seraient entraînés en Algérie, où ils recevraient une formation para-militaire. Ainsi, rien qu'en 1967, ETA V réalise 319 actes de propagande et 19 de terrorisme. Retour du bâton : 176 activistes sont arrêtés et l'animateur d'ETA V, Eskubi n'échappe que de peu aux filets policiers.

La deuxième tendance née du cinquième congrès est "ETA berri" (ETA jeune), qui se propose de lutter pour la dictature du prolétariat et pour l'union de tous les peuples en lutte contre l'Etat espagnol. Est inclus dans son programme le concept de lutte des classes : "Etant donné d'une part l'unité de l'Etat oppresseur et de la classe dominante et d'autre part la communauté d'intérêts des classes populaires des différents peuples et nationalismes d'Espagne, la révolution doit être une. Un

seul parti du prolétariat et un seul front populaire doivent diriger les masses ouvrières dans la lutte révolutionnaire... La libération des influences nationalistes est le premier objectif à court terme que s'assigne le mouvement".

Le rôle du FLP dans la création d'"ETA berri" est évident. Ses militants n'ont finalement que peu d'influence dans les milieux "Abertzale", bien qu'assez bien implantés dans les "Commissions ouvrières" d'Alava et de Navarre. A partir de 1968, "ETA berri" se transforme en "Kommunistak" (Mouvement communiste basque), de tendance nettement pro-chinoise. Mais cette branche originaire ETA est bien évidemment reniée par les fondateurs du mouvement.

La deuxième scission, décisive

En 1970, ETA V a le vent en poupe. Elle vient d'assassiner Meliton Manzanos, un policier particulièrement chargé de ses activités. On enregistre cette année-là 113 actions de commando. Qui plus est, lors du conseil de guerre de Burgos, ETA enlève le consul ouest-allemand à Saint-Sébastien, Eugen Beihl. Un joli coup publicitaire, qui lui donne une image de dimension mondiale. On oublie très vite que les condamnés de Burgos sont des professionnels de la lutte armée, des commandos et qu'ils figurent parmi les membres les plus dangereux de l'organisation.

La sixième assemblée d'ETA V a lieu en septembre 1970, en l'absence des membres de la section militaire, qui refusent d'y participer. Ce sont les militants du "front ouvrier" qui prennent l'initiative de ce nouveau congrès. Le mouvement connaît alors sa plus profonde scission, encore plus complexe que la première. Une fois encore s'opposent les "militaires", et les "marxistes" du Front ouvrier. La scission est surtout idéologique : les "militaires" posent le problème d'Euskadi en terme de nationalisme : les "marxistes" parlent de lutte des classes, ce qui leur vaut d'être taxés d'"espagnolistes" par les nationalistes. Un nouveau groupe va naître, "Sexta Asamblea", appuyé par la revue "Beriak" (Les Nouvelles). Par la suite, cette nouvelle tendance - ETA VI-, reste assez forte, bien qu'elle ait connu elle-même deux scissions.

Face à cette nouvelle ETA, les militants qui boycottent la sixième assemblée conservent le signe "ETA nationaliste" ou ETA V et continuent à faire paraître la revue "Zutik". ETA V est encore, et de loin, la tendance la plus puissante.

N'oublions pas non plus qu'à proximité, on trouve "ETA comunista", qui dépend du PCE et ne regroupe que peu de militants actifs, et les trotskistes de la IVe Internationale constituant la "LCR ETA VI". Aussi le terme "ETA" fut-il longtemps incompréhensible s'il n'était pas suivi de son appendice identificateur, V, VI, LCR-VI, comunista.

Radicalisation des thèses

Lors de toute cette tourmente de 1970, un militant se détache, Eustaquio Mendizabal, qui est finalement abattu en avril 1973. Son mandat coïncide pour ETA avec une période d'inactivité culturelle et politique. Volontairement, on donne la priorité à l'action, à la violence. Ce qui en France pousse le ministre de l'intérieur de l'époque, Raymond Marcellin, à interdire ETA dès octobre 1972.

Pour changer de cap, une nouvelle assemblée se tient à Hasparren en France, fin août 1973. Les militants actifs qui y participent ne tardent pas à s'insulter ; le "front militaire" exige des comptes clairs et taxe les "culturels" de "gangsters". On décide tout de même de mettre sur pied une direction collégiale : José Manuel Pagoaga Gallastegui, Domingo Iturbe Abasolo "Txomin"(1), José Antonio Urruticoechea Bengoechea et José Ignacio Mugica. Concrètement, neuf points sont retenus :

- 1 - ETA maintient son caractère nettement militaire,
- 2 - Intensification des actions violentes,
- 3 - Réunion et assistance à tous les Basques en fuite dans la zone basque française ,
- 4 - Maintien du terrorisme, avec attentats de représailles collectifs et personnels,
- 5 - Amélioration du moral des militants, bien bas après les détentions,
- 6 - Ratification des quatre membres du comité exécutif,
- 7 - Désignation des responsables de huit commandos, formé chacun de quatre ou six activistes,

8 - Désignation des responsables culturels, de la propagande, etc...

9 - Maintien de la ligne de rapprochement avec le mouvement français "Enbata".

Le résultat est probant : en 1973, 61 actions seulement, mais d'une coloration beaucoup plus politique : incendie du club d'Abra, attentat à la bombe de la cafétaria "Rolando" calle del Correo à Madrid en septembre 1974, qui fait douze morts et pour lequel devait être jugée l'activiste Eva Forest, la "Tupa". Et surtout l'assassinat en décembre 1973 du président du gouvernement et confident de Franco, l'amiral Carrero Blanco.

ETA (pm)

C'est après l'attentat de la calle del Correo que la scission qu'apparaît au grand jour la séparation ETA en deux mouvements antagonistes : ETA (militaire)-V<sup>o</sup> assemblée et ETA (politico-militaire)-VI<sup>o</sup> assemblée. Le front ouvrier d'EtaV constitue, avec l'aide de Mugica Arregui "Ezquerria" la tendance "tupamara", vite connue sous le nom de "politico-militaire", abandonnant la tendance "septembre noir" (aujourd'hui ETA militaire), désireuse de se limiter exclusivement à la lutte armée.

Les buts ETA-PM se veulent plus politiques : avant tout, obtenir un Pays basque indépendant et socialiste, en menant des actions violentes contre le tourisme, les hommes d'affaires (tir dans les jambes), des enlèvements, afin d'obliger le gouvernement à admettre ses exigences. Le côté légaliste est assuré par un parti officiellement déclaré "Euskadiko Ezquerria" (EE) qui appuie le Statut d'autonomie - tout en refusant la constitution de 1978 - l'amnistie, l'intégration de la Navarre, un référendum sur la centrale nucléaire de Lemoniz, l'épuration des Forces armées. Cette scission conduit à une redistribution militante aussi bien dans les structures politiques légales que dans les commandos clandestins, et même à des chassés-croisés entre ETA V et VI tout spécialement complexes (connus de l'auteur mais dont le détail alourdirait inutilement une histoire déjà foisonnante).

L'histoire ETA (pm) est une longue liste d'attentats, d'enlèvements, de meurtres : le 22 juin 1978, elle prend d'assaut le siège du gouvernement militaire de Saint-Sébastien ; durant l'été 1979, accompagnées du slogan "avec le Statut, les prisonniers à la maison", des bombes explosent sur la Costa del Sol et le 29 juillet, un attentat fait six morts à la gare du nord de Madrid. A l'été 1980 les explosions reprennent : six bombes dans les zones touristiques. Des morts aussi, telles celles du directeur de Michelin Louis Helgueta, du dirigeant du syndicat socialisant UGT Joaquin Becerra, du soudeur Mario Gonzalez, du capitaine de la police Basilio Altuna et de deux dirigeants de l'UCD (mouvement centriste) basque, José Ignacio Ustravan Ramirez et Juan de Dios Doval ; des enlèvements enfin comme ceux des consuls honoraires d'Autriche, d'Uruguay et du Salvador.

Quelques jours après le 23 février 1981, ETA (pm) annonce une trêve, bientôt rompue en janvier 1982 avec l'enlèvement ridicule du père du chanteur Julio Iglesias. Grâce à la collaboration de certains membres d'EE, la police remonte la piste, délivre M. Iglesias père et le 20 janvier découvre la majeure partie de l'arsenal ETA (pm), dans le sous-sol d'une piscine à Erandio, près de Bilbao : 336 fusils, 2565 cartouches, un lance-grenades, cinq grenades, quatre mitraillettes, quatre pistolets, quatre revolvers, cinq kilos d'explosif, etc...

Le 18 février 1982 ETA (pm), manifestement traumatisée par un tel coup de filet, se scinde encore en deux organisations : la majorité, forte d'environ quatre-vingts personnes, nommée ETA VIII<sup>e</sup> Assemblée et sous le commandement de Jesus Abrisqueta Corte "Txitxo" et de Abaitua Gomeza "Conejo", à qui il reste encore quelques armes, entend reprendre la lutte armée. D'autres, tels José Miguel Goiburu Mendizabal et José Aulestia Urrutia "Zotxa" sont décidés à continuer la trêve. Une troisième tendance prône même une "sortie négociée" de la lutte armée. Cette solution est mise en pratique par EE dès août 1982 avec la signature d'une "paix des braves" pour d'anciens activistes qui s'engageraient à renoncer à la lutte et qui voit une première auto-dissolution d'ETA (pm) fin septembre 1982 avec l'éloignement de la lutte d'une centaine de "milikis".

Ce qui reste de militants connaît un coup dur avec l'arrestation le 22 février 1983 par la police française de José Astorquiza "Pottoka", le plus haut dirigeant "politico-militaire". Sur lui, on trouve

le double des lettres exigeant l'impôt révolutionnaire, dont une envoyée au footballeur "Zoco". Le mouvement ne s'en remet pas, se dissout le 5 février 1984 pour passer en bloc à ETA (m). Son testament politique souligne que son activité terroriste n'a profité qu'à EE en lui permettant de se financer et d'atteindre des objectifs d'ordre politicien.

ETA (m)

De son côté ETA(m) mène avec rigueur la lutte armée. Son but : détruire l'Etat bourgeois et y substituer un Etat des travailleurs. Se considérant comme une armée de libération combattant en territoire occupé par l'ennemi, ETA(m) est organisée tout d'abord sur le modèle des willayas algériennes, puis change de méthode en juillet 1985 avec l'apparition, des "laguntzailles", c'est-à-dire les "auxiliaires" des terroristes. Ils remplacent les anciens commandos d'infrastructure ou d'information et ont pour tâche de faciliter la collecte d'information, la gestion des refuges et véhicules. Il prêtent également leur aide à des actions, comme conduire des voitures particulières ou signaler l'emplacement de l'objectif. C'est un changement radical qui casse le principe de l'étanchéité qui a caractérisé ETA depuis les années 1978/1979.

On doit entre autre à ETA/m la tentative d'assassinat du prince Juan Carlos en mai 1974 : un commando a loué sur la côte d'Azur un yacht luxueux, sur lequel on mène une vie de milliardaire, à proximité de celui du prince. Le projet échoue avec les aveux passés à la police française de l'un de ses membres, qui est par la suite tué par ses anciens amis.

De 1970 à 1983, ETA a enlevé 46 personnes dont trois ont été assassinées : Angel Berazadi en 1976, Javier Ibarra en 1977 et José Maria Ryan en 1981. Malgré son faible nombre de "liberados" (militants armés clandestins) elle est l'auteur de 1968 à fin 1984 de 450 assassinats (contre 70 pour les Grapo), perpétrés en majorité sur des gardes civils et des policiers et de plus de cinq cents plasticages. En 1983 par exemple, elle a assassiné trente personnes (32 attentats contre les Forces de Sécurité : 14 morts et 27 blessés ; contre les "collaborateurs des forces de sécurité" : dix attentats, 7 morts, 2 blessés ; contre les banques : 85 attentats en représailles contre le non-paiement de l'impôt révolutionnaire, dont 25 bombes sur la banque de Biscaye, l'un deux ayant fait 3 morts et 6 blessés ; pour appuyer le mouvement ouvrier 6 attentats sans victime et un enlèvement : Diego Prado y Colon de Carvajal ; 9 attentats, 6 morts contre le trafic de drogue et deux attentats contre la centrale nucléaire de Lemoniz. Difficile de faire mieux, ou pire, c'est selon.

Néanmoins depuis le rétablissement de la démocratie, la police lui a porté de rudes coups, en démantelant bon nombre de ses commandos : 500 de ses militants et cadres sont en prison, 600 autres sont recherchés pour crimes de sang et les partis légaux, tels le PNV ou "Izquierda para el socialismo" refusent de la reconnaître. Qui plus est, les 700 étarres (pm, m et autonomes) réfugiés sur le territoire français sont parfaitement répertoriés, leur communications fréquemment surveillées, leurs contacts recensés, leurs comptes bancaires inventoriés. Ce qui fait dire en juin 1982 au Colonel Cassinello, le numéro deux de la Garde civile, qu'ETA ne possède au plus que deux cents hommes armés, dont vingt ou trente sont totalement dans la lutte.

Autre coup dur pour ETA, ses leaders historiques ont disparu, tels Argala, Monzon, Usurbil, Peixoto. Et surtout le 26 avril 1986, son chef "Txomin" est arrêté par la police française. Celle-ci a, depuis quelques mois, déporté 36 étarres dans des pays étrangers :

- à Cuba : José Luis Ansola Larranaga, Carlos Maria Ibarra Aguirre, José Miguel Arrugaeta San Emeterio, José Abrisquata Corta, Larretxea Goni, J.A. Mugica Arregui, José Angel Urutiaga Martinez,
- à Panama : Asuncion Maria Urrate Riallos, Julian Tena Balsera, José Carlos Arriaran Ibarra, Ramon Zurutuza, Klodo Saralegui Cornago, Juan José Aristizabal Kortajerena,
- en Equateur : Alfonso Etxegaray Atxirika, Angel Aldana Barrena, Eugenio Etxebeste (auparavant à Saint-Domingue),
- au Vénézuéla : Martija Roteta, Saez Trecu, Maria Angeles Artola Etxeberria, Eugenio Barrutiabengoa Zabarte, Jesus Ricardo Urutiaga Repelles, Jon Antonio Gaston Sababa, Jon Lorenzo Ayestaran Legorburu, José Ignacio Arruti Aguirre,

- au Cap Vert : Endika Iztueta Barandika, Tomas Linaza Etxeberria, Angel Lete Etxaniz, Amaia Egiguren Arrasate, Inaki Etxarte Urbieta, Juan Ramon Aramburu Garmendia, Inaki Rodriguez, Elena Barcenas,
- au Gabon : Domingo Iturbe "Txomin", qui meurt en Algérie début 1987,
- au Togo : Francisco Javier Alberdi Bersitain, Angel Castrillo Alcalde, Luciano Eizaguirre Mariscal, Miguel Galdos Oronoz.

#### Tendances actuelles

Au début de l'année 1988, le nombre total des expulsés et des refoulés en Espagne dépasse largement la centaine. Déconsidérés au Pays basque du fait de leur violence (ainsi le prouve l'enquête effectuée le 8 juillet 1985 par les magazines espagnols "Eco" et "Cambio 16" : 13 % seulement des Basques appuient ETA accusés d'irresponsabilité par les autorités, les étarres (m) connaissent eux aussi des dissensions entre la ligne dure menée par les commandos "Berezis" et Eugenio Echeveste et les partisans de la négociation comme Iturbe Abasolo "Txomin" et les "milis historiques". Mais miser sur la dislocation du mouvement serait hasardeux ; ETA compte encore sept commandos "illégaux" : deux à Saint-Sébastien, deux à Bilbao, un à Vitoria, un à Pampelune et un à Madrid, le "Commando Espagne". Les Espagnols ont quelques raisons de se souvenir de ce commando madrilène (1) , qui réussit en avril 1982, deux mois avant le "Mundial" de football à faire sauter la centrale du téléphone de la rue Rio Rosas : 700.000 abonnés coupés du réseau, des communications hachées avec la plupart des grandes villes d'Espagne.

Malheur à ceux, à celles qui abandonnent la lutte armée et choisissent la voie de la réinsertion ; ainsi, "Yoyes" considérée durant dix ans comme l'une des cinq têtes d'ETA (m) est-elle froidement assassinée en septembre 1986.

De l'autre côté des Pyrénées, l'offensive se développe : le 8 février 1985 sur une plage des Landes, une compagnie de parachutistes français met en fuite un commando ETA qui vient récupérer des armes cachées dans un bunker : on trouve neuf fusils, trois mitraillettes, une carabine et une tonne de munitions. En 1984, ETA a vu 19 de ses membres mourir ; cette année-là, elle a commis 33 assassinats, dont 28 au Pays Basque. Le 1er mars 1986 à Bayonne, c'est le "grand jugement" contre ETA : comparaissent Juan Lorenzo Lasa Mitxelena "Txiquierdi" le numéro deux, Isidro Garralde "Mamarru", José Ramon Martinez de la Fuente et Agustin Bergaretxe. En réaction, le mouvement annonce son intention de porter la lutte armée à Valladolid, Barcelone, La Corogne et surtout à Madrid, ce qui sera fait avec éclat. Mais bloqués entre la Garde civile et les mercenaires du Gal, qui les traquent jusque dans leur sanctuaire français, les étarres sont gênés pour conduire leur combat.

## II LA GUERRILLA D'ETA

### Logistique

Les commandos etarres se déplacent cachés dans de gros camions, peu contrôlés par la police. De 1984 à 1987, ce fut dans les remorques des "Transports Zalacain" ; chaque membre clandestin touche entre 30.000 et 60.000 pesetas (1.500 à 3.000 francs)(2), tandis que les dirigeants perçoivent 110.000 pesetas par mois (5.500 F). Le logement et la nourriture sont à la charge ETA qui procure voiture, explosif, grenade, gilet pare-balles et armes, achetées par quantités importantes. Ainsi le plastique leur coûte 12.000 pts le kilo, les lance-grenades RPG-7 200 000 pts, les grenades à main entre 4.000 et 4.500 pts l'unité, les munitions pour fusil d'assaut 58.000 pts le mille, les pistolets Astra 9 mm parabellum 100.000 pts, les "Firebird" 60.000 pts, les fameux pistolets-mitrailleurs "Ingram M11" dits "mariettas" 80.000 pts, le fusil d'assaut AKM/S 70.000 pts et l'"Uzi", pistolet mitrailleur israélien 130.000 pts.

### Financement

Pour entretenir de telles structures, il faut de l'argent, beaucoup d'argent. Les fonds sont tout d'abord venus des attaques à main armée. Ainsi entre le 1er janvier et le 1er novembre 1978, plus de 46 attaques ont eu lieu, en particulier celle de la Caisse d'épargne du Guipuzcoa, attaquée dix fois. Ces forfaits rapportent sur ce court laps de temps plus de 82 millions de pesetas ( $\pm$  4 millions de francs). Depuis, le système a été largement amélioré grâce à l'instauration de l'impôt

révolutionnaire", effectif depuis la mort de Franco. Imposé tout d'abord aux architectes, aux avocats, aux petits commerçants, l'"impôt" est peu à peu élargi aux principales sociétés industrielles.

Ainsi considère-t-on que 200 entreprises sont soumises à l'"impôt", le PNV préfère parler à son sujet de "chantage"; qu'elles payent entre 20.000 et 20 millions de pesetas selon leur importance et que la "récolte" de 1980 a dépassé le milliard de pesetas (50 M. de francs) pour ETA(m) et 1,5 milliards pour ETA(pm). La procédure est toujours la même : remise en petites coupures, dont les numéros ne se suivent pas, dans des bars de Saint-Jean de Luz ou Bayonne, ou transfert dans un compte numéroté d'une banque suisse. Résultat pratique : les industriels fuient Euskadi, avec bon nombre de membres des professions libérales, préférant s'expatrier, plutôt que de risquer une balle. Certains redressent la tête et refusent de payer tels Luis Olarra ou l'industriel Juan Alcorta, président de deux entreprises et d'une banque. A ce jour, il est toujours vivant. De même, le conseil de l'Ordre des médecins de Biscaye recommande officiellement à ses membres de ne pas payer. Mais ces exemples sont rares et les mille lettres comminatoires envoyées chaque année par ceux que l'on considère comme les "banquiers" ETA José Manuel Paguada Gallastegui "Peioto" et Ignacio Zabala Sarria ont, en termes de marketing direct, d'excellents résultats. Tant pis pour le Pays basque qui connaît, à cause de ce système, une fuite des investisseurs et le taux de chômage le plus haut de toute l'Espagne.

Le soutien international

ETA, année après année, a pris des contacts avec presque tous les groupes terroristes internationaux et jouit auprès de nombre d'entre eux d'un indéniable prestige.

1964 : Madariaga entre en contact avec le FLN algérien; entraînement d'étrangers à Cuba,

1965 : contacts avec des groupes séparatistes flamands,

1966 : la Chine offre à Madariaga une aide économique ; assistance d'étrangers à la conférence tricontinentale de la Havane,

1969 : un groupe nationaliste kurde annonce son appui à ETA,

1970 : constitution d'un front anti-oligarchique entre ETA, des bretons, des corses ; campagne mondiale d'appuis à ETA à l'occasion du procès de Burgos,

1971 : ETA intègre : l'"Union fédérale des communautés ethniques européennes" (Danemark), le "mouvement fédéraliste européen" (Paris), le "Parti fédéraliste européen" (Paris), l'"Association internationale de Défense des langues et cultures menacées" et l'"Association des minorités européennes",

1972 : contacts avec l'Ira et échange d'armes et de techniques, avec la présence d'Etchebarrieta en Irlande et d'instructeurs de l'IRA, spécialistes de l'explosif en Euskadi ; contacts avec les guerilleros d'Uruguay et assimilation de techniques tupamaras, en particulier celle des "prisons du peuple"

1973 : contacts avec l'IRA ; entraînement en Irlande ; réunions avec les Palestiniens, le FLB (Bretagne), le FLQ (Québec) tentatives pour acquérir des armes dans les pays de l'Est. Il se murmure que la Lybie aurait apporté à ETA une aide de 70 millions de dollars,

1974 : "Wilson" maintient le contact avec l'IRA à travers des contacts à Alger, Paris et Bruxelles. Une nouvelle aide économique serait accordée par la Libye ; Cubillo intervient à Alger pour qu'ETA obtienne des armes. Les forces de l'ordre espagnoles signalent que des Etrangers seraient à l'entraînement à Cuba et en Tchécoslovaquie

1975 : d'après les services de renseignement de Madrid, entraînement en Algérie, à l'Ecole de police de la Souma, près d'Alger, ainsi qu'en Yougoslavie, en Lybie et à Cuba. Contacts avec le Front polissario et peut-être avec la fraction armée rouge.

1976 : réunion avec le "Sinn Fein" irlandais ; entraînements dans les mêmes pays et envoi de militants auprès de Palestiniens.

Mais malgré cette abondance de contacts, ETA entend rester autonome et refusera, en 1985, de s'allier aux groupes communistes combattants "euroterroristes", en raison de son caractère nationaliste.



## Qui dirige ETA ?

ETA obéit à une direction collégiale de neuf membres et s'impose un cloisonnement extrêmement rigide qui réduit les risques en cas d'arrestation. Longtemps, ses deux chefs furent "Wilson" et "Ezquerria".

"Wilson", c'est-à-dire Pedro Ignacio Beotegui (né à Vitoria en 1948) fut le chef du front politique et en tant que tel responsable de l'enlèvement de l'industriel Zabala en janvier 1972, puis de l'assassinat de Carrero Blanco. Quant à José Antonio Mugica Arregui, alias "le chef", "Equerra", "Urtain" ou "Zurdo", il était considéré comme l'un des énarques les plus violents, responsable en particulier de multiples attaques à main armée et du vol d'un camion de dynamite de l'"Union des explosifs Rio Tinto".

Depuis, d'autres têtes ont apparues : José Ignacio Arceche Aranzabal (2 mai 1949), José Luis Arzuaga Amondarain (20 janvier 1955), José Miguel Benaran Ordenana (7 mars 1949), José Maria Bereciartua Echarri "Txema" (1er octobre 1953), Angel Galarraga Mendizabal (13 juin 1954), Manuel Macazaga Goni (23 janvier 1936), Jesus Macazaga Igoa (16 juin 1950), José Manuel Pagoaga Gallastegui "Peixoto" (1er mai 1944), Tomas Perez Revilla (17 décembre 1937), Miguel Piedehierro Ormaechea (10 novembre 1952), José Martin Sagardia Zaldua "Usurbil" (5 avril 1951), Eloy Uriarte Diaz de Guerenno "Señor Roblès" (2 juillet 1942).

Il est notoire que le comité exécutif se trouve en France, comme le prouve l'arrestation, le 26 avril 1986, de Domingo Iturbe "Txomin" son animateur. Lui succède Francisco Mugica Garmendia "Artapalo", l'un des rares du CE à être encore en liberté. A ses côtés J.L. Santiago Lasa Michelena "Txikierdi", arrêté en janvier 1984 et incarcéré à Pau, Juan Ramon Aramburu Garmendia "Juanra", déporté au Cap Vert, J.A. Urruticoechea "Ternera", en liberté, José Luis Ansola Larranaga "Peio el viejo", déporté à Cuba, Eugenio Echeveste Arizguren "Antxon", déporté à Saint-Domingue, aujourd'hui à Alger, Angel Maria Lete Echaniz "Patas" déporté au Cap Vert, Javier Maria Larreategui Cuadra "Atxulo" en liberté et José Luis Alvarez Santacristina "Txelis" qui remplace "Antxon" et José Javier Zabaleta Elosegui "Waldo", se substituant à Lasa. A l'énumération de cette liste, on voit que la collaboration entre les polices espagnole et française n'est pas inutile. Le comité exécutif ETA est démantelé, les cooptations nombreuses et l'avenir incertain. Et depuis la découverte à l'hiver 1986 par la police française d'une des principales "planques" ETA, l'entreprise "Sokoa" à Hendaye, les autorités auraient entre leurs mains la liste complète et à jour de 90 % des noms des commandos actifs : 140 membres, plus les chefs de l'organisation.

En février 1988, du fait de la répression, la direction d'ETA est une fois encore remaniée. Elle se composerait, de source basque indépendantiste fiable d'un triumvirat idéologiquement homogène, et jouissant de pouvoirs très étendus, à un point jamais atteint au cours de l'histoire d'ETA, du fait des difficultés actuelles à réunir en France des organes de direction élargis.

Les trois dirigeants actuels d'ETA ont en commun, d'après ceux qui les connaissent, le goût de l'action violente, leur niveau intellectuel médiocre, et leur personnalité introvertie.

- Francisco Mugica Garmendia "Artapalo" ou "Paquito" (1), entré à ETA grâce à "Yoyes" qu'il fit par la suite assassiner, exilé en France depuis 1975, fondateur des commandos "Bereziak" (spéciaux) intégré par la suite à ETA(m) et en perte de vitesse en ce moment.

- José Luis Alvarez Santacristina "Txelis", licencié en philosophie à la Sorbonne, un marxiste léniniste qui n'a jamais participé à un acte sanglant, fondateur de l'organisation de jeunes EGAN, entré à la direction ETA grâce à "Mugica".

- José Antonio Urruticoechea Bengoechea "Josu Ternera", membre du comité exécutif depuis 1975, né à Miravalles le 24 décembre 1950, qui passe son bac à Bilbao et travaille à la section informatique de la banque de Biscaye à Deusto. Il veut alors devenir ingénieur, mais son manque de talent le fait taxer de "médiocre" par ses employeurs.

Longtemps lié au mythique "Argala", (meurtrier de Carrero Blanco), il passe pour un séparatiste non marxiste, un homme violent et irascible. Il est considéré par ses compagnons comme le véritable numéro un ETA, après l'éclipse de Mugica, la mort de "Txomin" et la capture de "Santi

Potros". C'est lui qui constitue le principal obstacle à la paix, par sa volonté de maintenir les positions les plus intransigeantes.

Ce groupe de trois hommes maintient aujourd'hui la fiction d'une ETA une et indivisible, grâce aussi aux efforts du plus vieux des dirigeants : Eloy Uriarte Diaz de Guerenio "Senor Robles", le "gérant" ETA, celui qui reçoit l'impôt révolutionnaire et blanchit l'argent des enlèvements et des hold-up. Voilà le noyau dur qui constitue le plus grand obstacle à la négociation avec le gouvernement de Madrid.

### III PERSPECTIVES

Comment sortir de la lutte ?

Contrairement à une idée toute faite, la mort de Franco n'a pas pour autant rendu caduc le combat des deux ETA. Certes, la démocratie, les autonomies, la formation d'un gouvernement basque, la mise en place d'une police basque, ont vidé une part du contenu revendicatif ETA. Plus grave, la "base" suit moins bien. Selon une enquête du "Centre de recherches sociologiques" publiée en juillet 1981, les 2.100.000 habitants du Pays basque veulent une terre autonome, à l'intérieur d'une Espagne démocratique et pluraliste. Les participants de l'indépendance, qui étaient 12 % en 1976, 26 % en 1979 sont passés à 18 % en 1980 pour revenir à 12 % en 1981. Quant aux étarres, 2 % seulement des basques les jugent patriotes (17 % en 1979), 11 % idéalistes (contre 33 % en 1979) et 41 % fous, criminels, manipulés (42 % en 1979), (enquête effectuée en 1981). D'où le succès de la campagne publicitaire entreprise par la police, demandant d'appeler, en cas d'information sur ETA un numéro de téléphone spécial ou d'écrire à une boîte postale particulière. Le résultat le plus encourageant des forces de l'ordre fut la dissolution ETA(pm) VII Assemblée le 30 septembre 1982 et l'adieu aux armes d'une centaine d'activistes, grâce aux efforts de Juan José Roson et de Mario Onaindia secrétaire général d'EE. Parmi ceux-ci José Lara Fernandez "Txepe" du comité exécutif ETA (pm), "Yoyes" assassinée par ses anciens compagnons en septembre 1986 et le chef des commandos José Autestia Urritia "Zotxa".

La lutte contre ETA se livre actuellement sur trois plans :

- policier, avec l'arrestation de plusieurs centaines de terroristes, dont "Santi Potros", et, en janvier 1988, de l'assassin de "Yoyes", José Luis Lopez Ruiz "Kubati".
- diplomatique, avec la remise par la France du chef des "Commandos autonomes anticapitalistes" Francisco Thomas Imaz Martiarena, en attendant qu'une solution intervienne pour le "chef historique" "Santi Potros".
- politique, enfin avec la réinsertion des étarres, juridiquement complexe.

Pour toute personne sensée, la paix en Euskadi passe par l'offre d'une issue honorable aux militants ETA coupables de crimes de sang, ce que reconnaît Felipe Gonzalez en octobre 1987, après l'arrestation de "Santi Potros" : "maintenant, il faut savoir gagner". C'est dans cet esprit que des preuves de bonne volonté ont été données : ainsi l'"Ertzantza", la police autonome basque va-t-elle remplacer dans tout le Pays basque les forces de Sécurité de l'Etat de façon progressive, pour atteindre le chiffre de 7.000 agents et cadres (à fin 1987, elle représente 3.100 agents, dont 323 femmes, 17 commissariats, un budget annuel de 11,5 millions de francs).

Les largesses gouvernementales pourraient profiter à environ 900 étarres, dont 100 ont du sang sur les mains, à condition qu'ils abandonnent les armes et aident à démanteler l'appareil terroriste. Quarante-vingt d'entre eux sont en prison, douze au Pays basque français, le reste en Algérie. Pour les "durs", représentant environ la moitié de l'organisation, "tout cessez-le-feu ne peut qu'être postérieur à la reconnaissance de la souveraineté nationale", ce qui fait répondre à Felipe Gonzalez, "Vous, vous n'allez pas gagner, et nous, nous n'allons pas céder".

L'une des principales difficultés à la tenue de ces négociations, qui officiellement n'existent pas, consiste à trouver un interlocuteur : le dernier chef historique "Txomin" est mort l'an passé dans un accident d'automobile au sud d'Alger. C'est avec lui qu'en novembre 1986 et janvier 1987, un début de dialogue avait été entrepris avec Julian Sancristobal, à l'époque directeur de la Sécurité de l'Etat.

Un temps fut pressenti comme intermédiaire le dirigeant du parti HB Inaki Esnaola, proche de "Txomin"; il assure être suivi par 85 % de l'organisation, les éléments nationalistes ETA.

A la mi-août 1987, une première rencontre a lieu en Algérie entre Manuel Ballesteros, Jesus Martinez Torrès, super-flics anti-ETA et Eugenio Etcheveste "Antxon", chef historique du mouvement, au prestige intact quoiqu'aujourd'hui quelque peu marginalisé. Depuis, d'autres conversations ont suivi, à la mi-novembre, entre les mêmes personnages, ponctuées par l'attentat aveugle de Barcelone (21 morts), le passage au deuxième plan d'Artapalo, l'expulsion par la France de quatre-vingt activistes en 14 mois, le démantèlement enfin des fameux "Commando Madrid" et "Commando Barcelone".

Dans les faits, il semble que l'on aille vers des résultats positifs, qui engendreront encore une scission, laissant isolé et sans base sociale le secteur dur, qui devra affronter l'action conjointe des polices espagnoles et françaises, en même temps que la rancoeur des étarres sous les barreaux, qui ne voient pas de solution à leur situation. Si "Antxon" peut garantir d'être suivi par les trois-quarts ETA, si Madrid accepte d'élargir tous les prisonniers - y compris ceux coupables de crimes de sang - alors l'avenir s'annoncera plus faste pour Euskadi sud.

1987, l'année du retour de bâton

1987 est une époque charnière pour ETA, l'année où l'organisation donne pour la première fois l'impression de chanceler. Ainsi le 29 septembre, sous l'impulsion du gouvernement français, la base arrière ETA, installée au Pays basque français va recevoir ses coups les plus durs.

Ce jour-là, ce sont 2.000 gendarmes et policiers qui quadrillent la région, à la recherche du chef d'"Iparetarrak", Philippe Bidart, poursuivi pour le meurtre d'un membre des forces de l'ordre. Une perquisition est effectuée à Anglet (Pyrénées-atlantiques) chez un séparatiste français, Joseph-Xavier Guimont, fondé de pouvoir dans une banque d'affaires privée. Là, ils interpellent, caché sous un lit, Santiago Arrospide Sarasola "Santi Potros", 39 ans, n°2 ETA (m), patron des commandos et découvrent un matériel imposant (armes, détonateurs), de l'argent (800.000 francs en liquide) et des notes, beaucoup de notes.

Le butin le plus intéressant consiste en une liste détaillée de projets d'attentats contre des personnalités, en particulier Michelle Ricard, fille du roi de l'anisette, le PDG des caves vinicoles Torrès, Luis Canellas, le directeur d'une chaîne de supermarchés de Saragosse Jean-Louis Heyndricks, le responsable des laboratoires Pierre Fabre à Barcelone André Szakvary et le directeur de la Société générale de Banque à Madrid Bernard Gillon. Tout y est : adresses, téléphones, type de voiture. Et surtout, certains carnets donnent en clair 500 noms de sympathisants et d'activistes, avec leurs habitudes et leur pseudo. En tout, quinze kilos de documents. Un véritable trésor pour les policiers.

Dans le même temps, à Saint-Pée sur Nivelle, près d'Ascain, un pavillon est cerné ; c'est une base logistique ETA. Un ancien parlementaire d'HB Inaki Picadea Burunza, condamné en Espagne à trente ans de prison pour meurtre, est arrêté ; des armes, explosifs, de l'argent et des documents sont découverts. Les terroristes, on le sait, sont des archivistes pointilleux. Dans la foulée, 132 perquisitions ont lieu, entraînant 97 interpellations, dont une douzaine d'éléments "actifs" ETA. Cinquante basque espagnols sont expulsés vers l'Europe, douze vers l'Algérie, trois au Vénézuéla. Quelques jours plus tard, José Ramon Gonzalez Valderrama, dit "El Mono" 37 ans, tombe : il est l'expert en explosifs d'ETA (m) et est bientôt suivi de Miguel Miquez Garcia "Peque", chef de commandos de Navarre. Comble de malchance, le 20 décembre un barrage de routine au Pays basque français permet la prise de 68 sacs de vingt kilos d'"amonal" un explosif puissant. L'ensemble de ces opérations constitue sans conteste le coup le plus dur porté à ETA depuis sa fondation.

Aujourd'hui, devant la stagnation de son parti légal Herri Batasuna, et après l'assassinat par le Gal le 20 novembre 1984 de Santi Brouard, qui offrait une possibilité de négocier une paix honorable, ETA tient plus que jamais à son projet fondateur. Ce que veulent ses militants les plus durs, c'est l'indépendance totale d'Euskadi nord et sud, y compris la "Vasconie", en englobant les villes

espagnoles de Bilbao, Pampelune, Logrono, Huesca en Aragon et s'arrêtant aux faubourgs de Saragosse. En France, le nouvel Etat socialiste, révolutionnaire et indépendant comprendrait Bordeaux et toute l'Aquitaine, les Landes, Pau, Mont-de-Marsan et frôlerait Toulouse. La lutte ETA ne concerne donc pas seulement l'Espagne ; à moyen terme, après une hypothétique "victoire" en Espagne, ce serait au tour de la France de devenir la cible principale.

Ainsi, en "charcutant" la carte de France et d'Espagne, la future nation basque pourrait-elle devenir économiquement viable, de par les richesses industrielles qu'elle engloberait (le Pays basque espagnol totalise actuellement 21 % des dépôts financiers de toute la Péninsule). Mais manifestement les quelques centaines de "liberados" ETA ont encore un long chemin à accomplir pour faire accepter aux quelques dix millions d'Euskadiens en puissance la réalité de cette nouvelle nation...

- 1 : Voir, pour les principaux chefs de l'ETA "de A à Z, commandos et cadres de la guérilla basque".  
3 : Une peseta représente à peu près 5 centimes français en 1988.

N&E4-2

## II - DE A à Z : CADRES ET COMMANDOS DE LA GUERILLA BASQUE BENARAN ORDENANA José Miguel "ARGALA"

L'un des cerveaux d'Eta(m) Argala - "Le maigre" en basque- est né à Arriorriaga (Biscaye) en 1949. Etudiant brillant et plutôt introverti, il est d'abord catholique et admirateur de José Antonio avant d'être convaincu par les idées séparatistes et révolutionnaires d'Eta. Clandestin dès l'âge de vingt-et-un ans, il est vite reconnu comme l'un des chefs de l'organisation ; à ce titre, il est le promoteur et l'un des exécutants de l'assassinat de Carrero Blanco, tout comme l'un des ravisseurs du consul allemand Beihl alors que se déroule le procès de Burgos. Arrêté par la police française, il est un temps envoyé à l'île d'Yeu durant l'hiver 1976, à la grande irritation des défenseurs des Droits de l'homme. Il s'en évade rapidement pour reprendre la lutte.

Mais ses adversaires - ou ses amis politiques - en décident autrement. Le 21 décembre 1978, sa R5 garée devant l'Orée du bois à Anglet saute, le tuant sur le coup. Lors de la messe qui célèbre sa mémoire, le curé basque officiant compare les étarres au Christ. Ce qui crée un léger malaise. Mais outre le mystère de la mort d'Argala, un doute subsiste : lui qui avait l'habitude de noter tout ce qui lui arrivait, qu'a-t-il fait de ses archives ? Si on les retrouvait, peut-être saurait-on s'il était vrai que secrètement, il négociait avec Madrid la pacification d'Euskadi...

## COMMANDO MADRID (ou COMMANDO ESPAGNE)

Commando d'Eta(m) ayant pour tâche de mener le combat hors du Pays Basque en portant l'insécurité au coeur même de la capitale espagnole. Le 21 juillet 1978, alors que la Constitution vient d'être approuvée, le commando commence sa longue série d'actions avec l'assassinat du général Sanchez Ramos et du lieutenant-colonel Perez Rodriguez. La liste des attentats commis depuis est impressionnante :

- 16/11/1978 : mort du juge Mateur Canoves
- 03/01/1979 : mort du général Ortin Gil
- 25/05/1979 : mort du général Gomez Hortigüela et de trois autres militaires
- 07/05/1981 : bombe - trois militaires morts, en réponse à celles d'Arregui à la DGS et de "Gogor" lors d'un affrontement avec la Garde Civile
- 18/04/1982 : bombe à la "Telefonica", pas de victimes
- 04/11/1982 : mort du général Lago Roman

- 29/01/1984 : mort du général Quintana Lacaci
- 21/11/1984 : le général Roson est blessé grièvement
- 12/02/1985 : un mort calle Nunez de Balboa
- 12/06/1985 : deux morts par revolver
- 12/06/1985 : attentat au parking Felipe II : un mort
- 17/08/1975 : mort d'un membre du GAL, Clément Perret
- 29/07/1985 : mort du vice-amiral Escrigas
- 09/09/1985 : voiture-piégée place de la république argentine : un mort, 19 gardes civils blessés
- 06/02/1986 : jet de grenade et mort de l'amiral Colon de Carvajal
- 24/04/1986 : voiture-piégée : cinq gardes civils meurent
- 17/06/1986 : mort du commandant Saenz de Ynestrillas et de deux militaires
- 14/07/1986 : voiture-piégée place de la République dominicaine : neuf élèves gardes civils tués. Et émotion considérable
- 21/07/1986 : tir contre le ministère de la Défense : 12 grenades antichars tirées depuis une voiture. Le contre-amiral Carlos Vila est blessé.

Parfaitement insérés dans la vie madrilène, presque totalement inconnus de la police et de la Garde civile qui entend venger ses morts, les membres du "commando Madrid" préparent minutieusement leurs forfaits et possèdent un sens certain du "coup" de guerilla, qui les fait opérer de deux façons : soit afin de répondre au coup par coup aux actions de la police ou du GAL (morts d'Arregui, de "Gogor", de Santi Brouard, déportation au Gabon de "Txomin"), soit afin de matérialiser symboliquement leur opposition à la bonne marche de la politique de la Moncloa (entrée en vigueur de la Constitution, signature du traité d'adhésion de l'Espagne à la CEE, élections générales). Le "commando Madrid" reste depuis des années le problème numéro un des autorités.

En fait, chacun se demande comment après dix ans d'activités, ce groupe d'élite d'Eta n'a pu être totalement démantelé. Cela tient sans doute à son infrastructure en "V", le commando étant formé de deux groupes indépendants qui ne se connaissent pas entre eux, et qui maintiennent le contact via la tête de l'organisation, située en France. Chaque commando dispose de trois groupes : infrastructure, information et opérationnel. Dans leur cas, les membres des deux premiers secteurs vivent à Madrid mais n'ont aucun contact avec les "opérationnels", pas plus qu'il n'achètent "Egin" ou ne fréquentent les bars basques. En quelque sorte, ils mènent une vie "normale".

Et pourtant, la police a porté quelques coups à ce commando, mais a toujours eu la malchance de tomber sur la même branche du "V" ; ainsi en 1981 sont arrêtés Isidro Etxave Urrestrilla et Joseba Aguire Izaguirre, qui meurent peu après des suites des tortures infligées. De 1983 à mars 1986, son chef semble avoir été José Ignacio Aracama Mendi "Mendo", secondé par Belen Gonzalez Penalva, qui par deux fois réussit à échapper à la police. Aujourd'hui, le maître d'oeuvre serait José Luis Urrusolo Sistiaga, un homme peu connu des services policiers, accompagné de Maria Rosa Delgado Iriondo qui a été reconnue par les témoins des derniers attentats, Miguel Miguez Garcia "Peke", José Antonio Olaizola Atxucarro "Antxon", Juan Carlo Arruti Azpitarte, Antonio Lopez Ruiz "Iker", Juan Manuel Soares Gamboa, Antonio Gabiola Goyonaga et Soledad Iparraguirre Genechea. Face à eux, soixante spécialistes de la lutte antiterroriste, qui les pourchassent à plein temps.

Jusqu'en janvier 1987, le succès n'est guère au rendez-vous ; il faut attendre le 16 janvier pour que le responsable à la Sécurité, lui-même basque, Julian San Cristobal, déjà auteur du coup de main contre l'entreprise "Sokoa" parvienne à arrêter six de ses membres, après des filatures entreprises à partir de décembre 1985, en utilisant en particulier du matériel cédé par la CIA, permettant de suivre les voitures utilisées par les terroristes, en particulier celle de Cristina Arrizabalaga Vazquez. L'assaut permet l'arrestation de José Ignacio de Juana, Esteban Esteban Nieto, Antonio Troitino Arranz, Maria Inmaculada Noble et Maria Teresa Rojo Paniago et la découverte de cinq "planques". Le commando avoue avoir commis une cinquantaine d'assassinats et avoir eu l'intention de faire exploser à l'aide de 1.000 kilos de dynamite le centre commercial de la Vaguada,

situé au nord de Madrid. Malgré ce succès, la police reste circonspecte ; le Commando Madrid n'est toujours pas entièrement démantelé.

### COMMANDOS AUTONOMES ANTICAPITALISTES/CAA

La troisième organisation armée du Pays basque apparaît en 1977, d'une scission d'Eta(pm) et de militants révélés par les grèves de Vitoria en mars 1976, à l'impulsion de Bernardo Azpitiarte Arruti, emprisonné depuis 1978. Organisés en commandos indépendants, ils se disent anticapitalistes, antipartistes, antisindicalistes, nationalistes et libertaires, et la plupart de ses membres viennent de la vallée de l'Urola, au Guipuzcoa. A fin 1986, les CAA ont revendiqué une vingtaine d'attentats mortels et possèdent une vingtaine de militants sous les verrous, dont l'un de ses responsables José Antonio Aguirre Aristondo, auteur de l'enlèvement de l'industriel Jesus Guibert en mars 1983, arrêté le 29 février 1984 à Bayonne. Aujourd'hui pratiquement décimés, ses rares militants encore en liberté ont rejoint les rangs d'Eta(m), où ils pleurent la mort de l'un de leurs chefs, Francisco Aldanondo.

#### Principaux attentats des CAA

- 22/08/1978 : assassinat d'un garde civil à Arrasate (Guipuzcoa)
- 04/09/1978 : assassinat d'un chauffeur de taxi à Orio (Guipuzcoa)
- 10/10/1979 : assassinat d'un caporal de la Garde civile à Elgoibar (Guipuzcoa)
- 15/12/1978 : assassinat du chef de la police municipale de Pasajes (Guipuzcoa) Juan Jimenez Gomez
- 12/02/1979 : assassinat de Cesar Pinilla ex garde civil et chef de la police municipale de munguia (Biscaye)
- 06/04/1979 : assassinat d'Adolfo Marinas à Tolosa (Guipuzcoa)
- 22/10/1979 : tentative d'enlèvement de José Maria Silveti militant d'UCD et président de la Confrérie des pêcheurs de Guetaria (Guipuzcoa)
- 27/10/1979 : assassinat du photographe German Gonzalez Lopez, de Zarauz (Guipuzcoa), militant du PSOE et d'UGT
- 16/11/1979 : assassinat de Juan Luis Aguirreurreta, à Arrasate (Guipuzcoa)
- 06/04/1980 : assassinat du garde civil Francisco Pascual Andreu, à Orio (Guipuzcoa) et du pêcheur Florencio Lopetegui, qui parlait avec lui
- 23/10/1980 : assassinat de José Manuel Garcia Cordero, délégué de la "Telefonica" au Guipuzcoa et de Jaime Arrese, ex-maire d'Arrese (Guipuzcoa) et membre d'UCD
- 21/11/1980 : assassinat de deux gardes civils
- 14/04/1981 : assassinat de José Maria Latiegui, gérant de "Moulinex" d'Usurbil (Guipuzcoa)
- 26/03/1982 : assassinat d'Enrique Cuesta Jimenez, délégué de la "Telefonica" au Guipuzcoa
- 19/07/1982 : enlèvement de Francisco Limousin, à Tolosa (Guipuzcoa)
- 08/10/1982 : assassinat d'Alberto Toca, à Pampelune
- 21/03/1983 : enlèvement de Jesus Guibert, à Azpeitia (Guipuzcoa)
- 23/02/1984 : assassinat du sénateur socialiste Enrique Casas Vila.

### ECHAVE OROBENGOA Juan José

Né à Mondragon le 11 septembre 1937, figurant sur une liste de six personnes que tout policier peut abattre à vue. Echavé fut condamné à mort par contumace pour des hold-up commis contre des banques, au bénéfice d'Eta. Réfugié politique en France depuis 1964, il illustra parfaitement l'exemple de l'étarre en action, passant sans cesse en Espagne afin d'accomplir ses coups de main. Condamné par la justice française à quatre mois de prison pour contrebande, détention de munition et recel de documents volés, il est arrêté sur renseignements alors qu'il se propose de passer en Espagne 370 kilos de dynamite et 750 cartouches de 7,65 en provenance de Tchécoslovaquie. Il

purge ainsi dans notre pays quatre condamnations. En 1967, il est entre autres l'un des auteurs de l'attentat contre le monument aux morts de Mondragon.

Mais Echavé est maintenant trop repéré et dans l'incapacité de rendre des services d'envergure à sa cause. Propriétaire d'un bar à Saint-Jean-de-Luz, il se met en évidence lors de l'enlèvement d'Eugen Beihl en déclarant qu'Eta exécutera son otage si les condamnés du procès de Burgos sont condamnés à mort. Depuis, il semble que J.J. Echavé ait mis une sourdine à ses activités. Son frère Joaquin (23 avril 1943, Mondragon) a pris le relais ; c'est d'ailleurs son restaurant rue Pannecau à Bayonne qui est plastiqué par les "Guerilleros du Christ-roi" en juin 1975. Et le 5 octobre, les mêmes ultras assassinent le troisième frère, Ignacio. Une famille entièrement dévouée à la cause basque, exemplaire dans sa démesure. Nul ne s'étonne de le voir en novembre 1980 encore une fois arrêté en France pour détention illicite d'armes. En attendant mieux.

#### ECHEVESTE ARANGUREN Eugenio "Antxon"

Numéro trois d'Eta (m) après Iturbe et Lasa, né à Pasajes de San Juan (Guipuzcoa) en 1951. Tout d'abord militant en 1975 d'ISAE (Ikasle abertzale sozialiste erakundea), la plate-forme des jeunes d'Eta, il passe ensuite aux (pm), puis aux "militaires". Depuis le 21 décembre 1978, il est le haut responsable de l'appareil politique, à la suite de l'assassinat par le "Bataillon basque-espagnol" (?) de son prédécesseur, José Miguel Benaran Ordenara "Argala". Il est à ce titre chargé des cours doctrinaux aux commandos et décide donc de la cadence et de l'opportunité de la lutte armée. Considéré comme un marxiste-léniniste dur et borné et responsable d'un courant "pro-soviétique", il n'a pu empêcher ses militants d'abandonner pour un temps la lutte armée. Arrêté par la police française, il est tout d'abord déporté à Saint-Domingue et enfin en Equateur en 1985. Depuis, sur le terrain, "Artapalo" s'est emparé des rênes d'Eta, à son détriment.

#### GONZALEZ CATARAIN Maria Dolorès "Yoyes"

Figure mythique d'Eta(m) née en 1954 à Villafranca de Ordizia, une des zones du Guipuzcoa qui a enfant le plus de terroristes. En 1973, après l'attentat dont est victime Carrero Blanco, elle adhère à l'organisation. Repérée, elle fuit en France et de là dirige les commandos légaux de Bilbao, coordonne les divers "taldes" (secteurs) du Guipuzcoa et donne des cours de maniement d'explosif aux commandos sur les plages de Saint-Jean-de-Luz. A vingt-trois ans, elle s'impose comme l'une des plus importantes dirigeantes d'Eta(m), aux côtés de Domingo Iturbe Abasolo "Txomin", Javier Aya Zulaica "Tropa" et Miguel Benaran Ordenana "Argala", avec qui elle participe à la réunion tenue à l'hôtel Chiberta, de Ciboure (France). Aux dires des témoins, elle est la plus opposée aux mesures d'amnistie que Suarez vient de décider. En 1975, elle est arrêtée sur le territoire français, à Urrugne, avec sur elle un plan de l'hôpital de Bayonne où est interné l'étranger Sebastian Perello Martinez.

A plusieurs moments, elle passe pour le représentant le plus important d'Eta(m) ; on la voit ainsi participer aux réunions des KAS de la fin des années soixante-dix et devenir le bras droit d'Argala jusqu'à son assassinat le 21 décembre 1978 à Anglet par le "Bataillon basque-espagnol" et définir la ligne politique d'Eta. Un an plus tard, elle rompt avec Eta et le représentant de la ligne la plus dure et la plus sanglante, Eugenio Echeveste Arizcuren "Antxon" s'empare du contrôle du bureau politique. Encore une fois arrêtée par la police française, elle est assignée à résidence dans les Alpes de Haute-Provence, à Digne. Réfugiée au Mexique, elle travaille tout d'abord à la délégation des Nations Unies, étudie la sociologie et sort cinq ans plus tard de l'Université avec le titre de major, ce qui la mène à enseigner la sociologie urbaine.

Ayant obtenue le statut de réfugiée politique, elle est approchée par de représentants de l'Etat espagnol, pour qui elle passe pour l'un des éléments les plus "tendres" d'Eta. Des contacts ont lieu, par l'intermédiaire du sénateur nationaliste Joseba Azkarraga ; et le directeur de la Sécurité de l'Etat Julian Sancristobal négocie son retour dans la Péninsule "sans conditions". En 1985, c'est chose

faite et "Yoyes" revient vivre dans son village de Villafranca de Ordizia avec son mari Juan José Dorronsoro Goicoechea, professeur au Lycée Saint Thomas de Saint-Sébastien et leur fils de quatre ans. Elle est le premier dirigeant de cette importance "réinséré", puisqu'elle fit partie du comité exécutif comme responsable du bureau politique. Le 10 septembre 1986, alors qu'elle promène son fils calle de los Gudaris, deux étarres s'approchent d'elle et lui tirent deux coups de feu sur la tempe, à bout portant, sous les yeux de son fils et de sa mère. La mort est immédiate.

La preuve est donc faite encore une fois qu'Eta reste fidèle à sa ligne criminelle. Comme le dit Cohn-Bendit, "l'assassinat de Yoyes est dramatique et il illustre jusqu'où la fixation idéologique peut amener à la démence". De son côté, la police cherche à savoir chez quel notaire l'ex-dirigeante étarre a déposé des papiers brûlants sur l'activité de l'organisation. S'ils sortent au grand jour, on assistera peut-être à la revanche de "Yoyes" qui connut à son tour le sort des ses victimes.

#### ITURBE ABASOLO Domingo "Txomin"

Numéro un incontesté d'Eta(m), représentant le courant le plus "abertzale" et le plus dur, "Txomin" est né à Arrasate, dans la vallée de Léniz le 14 décembre 1943. Très religieux, il étudie chez les soeurs, fait son service militaire dans la marine au Ferrol, devient ajusteur puis chef de maintenance de la coopérative "Amat". Passionné de football, il joue comme goal à l'Union sportive Aretxabaleta", puis au club de Mondragon. Mais il ne sera jamais une vedette du foot, car l'appel de la lutte armée se fait plus fort. Devenu clandestin, "Txomin" est très certainement l'étarre jouissant de titres de guerre les plus impressionnants : six enlèvements, quatorze attentats, plus de vingt assassinats. C'est lui qui a enlevé Eugen Beihl et Zabala, assassiné Carrero Blanco, participé à la tuerie de la cafétéria "Rolando" de Madrid, qui fait douze morts et soixante-neuf blessés, tenté d'enlever la famille royale espagnole en France en août 1974, lui qui couvre de son autorité tous les assassinats, tous les attentats d'Eta(m).

Réfugié en France depuis 1968 avec sa femme Maria Aranzasu Sasain "Arantza", elle-même membre d'Eta, père de trois enfants dont l'aîné se nomme "Iraultza", c'est-à-dire "Révolution", Txomin est blessé le 30 août 1978 à Bermeo, d'une balle dans la tête. Des rumeurs courent alors : il aurait été expulsé d'Eta, qui l'aurait accusé d'être un "chivato" un indicateur infiltré par les services de sécurité espagnols. Il doit s'agir d'un malentendu, puisqu'une fois rétabli, "Txomin" accède au comité exécutif, qu'il ne tarde pas à diriger. Devenu le véritable patron d'Eta et une personnalité mythique auprès des terroristes, on le retrouve en Irlande pour tenter d'établir des contacts avec l'Ira et participer aux opérations finales de l'"Opération Ogro", qui voit la mort de l'amiral Carrero Blanco, numéro deux du franquisme. Et on le voit au Pays basque français, entouré de quatre gardes du corps armés de mitraillettes "mariettas", changeant une trentaine de fois de domicile, entre Biarritz, Saint-Jean-de-Luz et Hendaye, afin d'éviter les attentats du "Bataillon basque-espagnol" puis ceux du "Gal". A quatre reprises, il échappe à des attentats, qui ne réussissent qu'à blesser son fils.

Il se cache d'ailleurs peu ; on le voit recevoir des exilés à la porte de la cathédrale de Bayonne rue Pannecau, au supermarché "Casino" ou à la gare des autobus et percevoir avec sa femme l'impôt révolutionnaire, afin de le redistribuer aux commandos de l'intérieur. Son activité en fait l'homme le plus recherché d'Espagne et le coup de main donné par la police française, qui l'arrête le 12 juin 1982, à la veille du "Mundial" de football et de la visite du président Mitterrand à Madrid, n'en est que plus apprécié. Sur lui, on trouve un pistolet, ce qui suffit pour le juger en flagrant délit et le condamner à trois mois fermes pour "détention illicite d'arme". Il était pisté depuis janvier, alors qu'on l'aurait vu entrer à l'ambassade soviétique à Paris. Confiné à Tours, il est alors remplacé dans l'appareil d'Eta(m) par José Antonio Urruticoechea Bengoechea "José Ternera", co-organisateur de l'assassinat de Carrero Blanco.

Dès lors, son influence commence à décroître ; derrière sa stature se cachent en fait les diverses tendances de l'organisation et une nouvelle génération plus radicale arrive, formée de Juan Lorenzo Lasa Michelena "Txiquierdi" et de son bras droit Juan Ramon Aramburu Garmendia "Juanra".



Désireux de recueillir l'héritage d'"Argala", en trouvant une sortie honorable à la violence, il voit ses efforts réduits à néant le 27 avril 1986, lorsqu'en compagnie de son frère Angel, il est arrêté par la police française près de Saint-Jean-de-Luz, condamné à trois mois de prison pour détention d'arme et finalement déporté à Libreville, au Gabon : il est le 37<sup>e</sup> étarre expulsé hors de France. "Herri Batasuna" organise aussitôt six manifestations, afin de lui démontrer l'"amour du peuple basque". Mais le mal est fait : comme "Antxon", comme les principaux "historiques" d'Eta(m), "Txomin" est désormais éliminé de la lutte ; c'est "Artapalo" Francisco Mugica Garmendia qui lui succède, malgré ses trente-deux ans. Un homme qui à plusieurs reprises s'est opposé à "Txomin". Dans le même temps, deux nouveaux entrent au comité exécutif : José Louis Alvarez Santacristina "Txelis" et José Javier Zabaleta Elozegui "Waldo".

Le 2 mars 1987, à 150 kilomètres d'Alger, la voiture dans laquelle il se trouve, dérape et quitte la route. Des débris, on sort deux blessés, Belen Gonzalez Penalva et Ignacio Aracama Mendia, membres du fameux "Commando Madrid" et un cadavre, celui de "Txomin". Celui qui avait échappé aux balles des tueurs du Gal, à la vengeance des forces policières espagnoles finit comme un quelconque vacancier imprudent. Depuis, on a appris qu'il était en train de négocier avec Madrid, et ce en dépit des dénégations de Felipe Gonzalez ; qu'il avait rencontré des émissaires du gouvernement, comme Jorge Argote, proche du secrétaire d'Etat à la Sécurité, et Rafael Vera, ce qui explique que les autorités algériennes l'aient laissé circuler à sa guise, vivant à Djelfa, à 275 kilomètres d'Alger, d'où il pouvait téléphoner où il voulait, voire se déplacer à Cuba, via Belgrade. On sut surtout qu'il avait accepté dès 1984 un plan en six phases :

1ère phase : obtenir d'Eta la cessation des combats et du paiement de l'impôt révolutionnaire, contre l'arrêt des activités du Gal et de la politique d'extraditions, ainsi que la légalisation de tous les partis politiques en Euskadi.

2ème phase : intégrer la Navarre à Euskadi, à travers référendum ; une amnistie prenant effet le 15 juin 1987.

3ème phase : élections d'un parlement basque, d'un gouvernement basque et élaboration d'un nouveau statut d'autonomie incluant la Navarre, pour 1990.

4ème phase : "reeuskaldunization" pour 1992.

5ème phase : substitution échelonnée des Forces de sécurité par la police autonome, pour 1994.

6ème phase : création d'un département basque, menant à l'autodétermination, pour 1996.

"Txomin" mort, c'est "Artapalo" Francisco Mugica Garmendia qui prend la tête d'Eta. Il reste qu'il passera dans l'Histoire basque comme un mythe et un exemple pour des centaines de jeunes exaltés.

LASA MICHELENA Juan Lorenzo Santiago "Txiquierdi"

Ex-chef des commandos d'Eta(m) et à ce titre son numéro deux, derrière Iturbe Abasolo "Txomin", né à Renteria (Guipuzcoa) en 1955 et considéré par la police comme le criminel N° 1 d'Eta(m). A son tableau de chasse le meurtre de sept policiers et gardes civils, les mots du maire d'Oyarzun, Antonio Echevarria Albizu, du général Juan Manuel Sanchez Ramos, du lieutenant-colonel José Antonio Perez Rodriguez, du général Constantino Ortiz Gil et du juge du Tribunal suprême José Mateu Canoves, la tentative de prise d'assaut de la prison de Burgos. C'est lui en particulier qui mène les "commandos opérationnels" et contrôle l'activité de tous les groupes d'Eta(m) à Saint-Sébastien, Vitoria, Eibar, la rive droite de Bilbao, une partie de la Navarre et Madrid. Tous ces détails sont révélés par José Arregui Izaguirre lors des tortures que lui inflige la police. De même apprend-on que ce membre des "talde bereziak" ou commando spéciaux d'Eta (pm) ne rejoint Eta(m) qu'en 1976 et qu'il se serait entraîné en Lybie, au Yemen du sud, et avec une vingtaine d'autres étarres, à l'école de police de Souma, près d'Alger. C'est là qu'ils ont appris à tirer et à fabriquer des explosifs. Depuis cette époque, "Txiquierdi" passe avec son compère Isidro Maria Galalde Bedilauneta comme le grand spécialiste des armes à l'intérieur d'Eta(m).

Le 31 janvier 1985, la police française l'arrête à Bayonne, alors qu'elle prend d'assaut le quartier général du mouvement à Anglet. Avec lui tombent Juan Ramon Martinez de la Fuente Ichaurregui dit "guardia civil" et "Txoritxu", chef des commandos de Navarre. C'est un beau coup de filet, car il passe alors comme l'homme fort d'Eta(m) avec Juan Ramon Aramburu Garmendi "Juanra", au détriment de "Txomin", plus ouvert au dialogue. Sa détention permet de découvrir la préparation d'une série d'attentats contre des centrales électriques, le haut commandement militaire et des membres de la police nationale et de la Garde civile, à l'aide de moyens sophistiqués, comme la bombe par infrarouge, déjà utilisée à Madrid. Le 13 mars 1986, il est condamné à cinq ans de prison pour "association de malfaiteurs et détention illicite d'armes et d'explosifs" par le tribunal de Bayonne ; les sept années suivantes, il sera interdit de résidence dans le sud-ouest.

MADARIAGA AGUIRE Julen K. de

"Santi" dans la clandestinité fut, avec Juan José Echavé Orobengoa, l'un des deux chefs d'Eta de la fin des années soixante. Aujourd'hui, il dément avoir une quelconque responsabilité à l'intérieur du mouvement. Fondateur de "Ekin" puis de Eta, il est longtemps l'intellectuel chargé d'élaborer la ligne directrice ; politiquement, il se déclare marxiste de stricte obédience, mais en opposition au PCE "centraliste".

Ses démêlés avec les autorités françaises sont connus : fuyant Euskadi sud, il se réfugie tout d'abord avec Ignacio Irigaray en Algérie, puis en Belgique, où il enseigne un temps à Gand et enfin en France, d'où il est expulsé en 1971 en direction de la Belgique. Quelques mois plus tard, bravant l'interdiction, il s'installe dans les Pyrénées-Atlantiques, à Anglet. Mais le 26 janvier 1972, les journaux de Bilbao le mettent nommément en cause à propos de l'enlèvement de l'industriel Zabala, directeur de l'usine "Precicontrol".

C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase : Eduardo Blanco, colonel en chef de la "Sûreté" espagnole exige du ministre français de l'Intérieur, Raymond Marcellin, son expulsion. On veut d'abord l'expédier au Chili sous prétexte qu'il possède un passeport de ce pays. Mais les escales se font via Madrid et on ne peut tout de même pas le livrer à la Justice espagnole. Aussi reprend-il le chemin de la Belgique, pour finalement revenir à Anglet, ce qui lui vaut d'être condamné à trois mois de prison fermes. Depuis cette époque de pérégrinations, Madariaga semble avoir été dépassé par ses jeunes lieutenants, moins repérés et plus actifs sur le terrain. Mais on n'efface pas d'un paragraphe quinze ans d'activisme...

MENDIZABAL Eustaquio

L'un des chefs d'Eta(m) né à Isasondo (Guipuzcoa) en 1945, abattu par la police le 19 avril 1973 à Algorta (Bilbao). Ancien novice de l'Ordre bénédictin, il devient à l'âge de vingt ans un militant séparatiste et son nom est prononcé lors des enlèvements d'Eugen Beihl, des industriels Zabala et Huarte. Le 1er mai 1968, il est pour la première fois arrêté à Saint-Sébastien et refuse de payer l'amende qu'on lui inflige. Cela lui coûte un mois de prison ferme. Trois mois plus tard, il incendie la demeure du maire de Lazkano, puis fuit en France, à Belloc et à Bayonne, ce qui ne l'empêche pas de retourner clandestinement de l'autre côté de la Bidassoa. Le 15 août 1972, il est arrêté à la frontière par la police française, condamné à un mois de prison et 1.500 francs d'amende, puis conduit à Poitiers, où il est assigné à résidence. Il entre alors totalement dans la clandestinité. Sa mort reste encore auréolée de mystère. La version la plus vraisemblable veut qu'il ait été "donné" par des membres de son groupe, avec qui il était en désaccord sur l'utilisation des cinquante millions de pesetas de la rançon Huarte.

Eduardi MORENO BERGARECHE "Pertur"

L'un des chefs les plus remarquables d'Eta à laquelle il adhère après le procès de Burgos et la lecture de Lénine et de Régis Debray, de son vrai nom Eduardo Moreno Bergareche, responsable du collectif de vingt-quatre membres d'Eta(pm). A ce titre, il est le responsable des options politiques d'Eta (pm) tendant à préparer la reconversion du mouvement après la mort de Franco et privilégier l'action politique, au détriment du combat armé. Une telle attitude ne lui vaut pas que des amitiés dans le mouvement révolutionnaire. Une première fois en 1975, il est mis en minorité par ses camarades lors de l'enlèvement d'un avocat du PNV, Berazadi et doit démissionner de toutes ses responsabilités. En avril 1976, il est enlevé pour quelques jours par un "bereziak", un commando spécial chargé de l'empêcher d'assister à la réunion préparatoire de la VIIe assemblée. Mais le 23 juillet, à l'âge de vingt-six ans, il disparaît à Hendaye. Un temps, on accuse trois policiers de l'avoir enlevé, Lopez Arribas, Fereiro et Escudero, avec l'aide de "Guerilleros du Christ-roi". Mais la piste ne donne rien. En fait, aujourd'hui il est quasi certain que ce sont ses propres compagnons qui l'ont assassiné, l'accusant de "révisionnisme". Il est vrai que son but est de rapprocher des "militaires" jusque-boutistes et les "politico-militaires" en créant un parti politique de type classique, l'EIA (Parti de la révolution basque), qui est chargé de négocier avec le gouvernement de Madrid un statut d'autonomie, comparable à celui de La Catalogne de la guerre civile.

Sa disparition coïncide avec l'éloignement de ses proches au sein d'Eta : les minoritaires s'organisent alors en commandos spéciaux, trouvent des armes, raflent les fonds secrets et se rapprochent d'Eta(m). Mais les idées de "Pertur", connues sous le nom de "Ponencia Otsagabia", prônant la création d'un parti constituant l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière et de tout le peuple basque, et son incorporations à toutes les activités de masse, demeurent. Le cas de "Pertur", éliminé pour raisons internes, est certes exceptionnel. Eta préfère assassiner ses adversaires directs, comme "Yoyes" Maria Dolores Gonzalez en 1986. Son cas n'est pas unique : on dénombre au moins trente-cinq étarres envoyés à l'étranger pour avoir été jugés trop "mous" pour la lutte armée.

#### MUGICA GARMENDIA Francisco "Artapalo"

Après la mort accidentelle de "Txomin", "Artapalo" s'est imposé comme l'incontestable numéro un d'Eta(m). Francisco Mugica, dit "Paco", "Paquito", "Ptaxi", "Ramon" ou "Yon" est né le 19 novembre 1953 à Villafranca de Ordizia (Guipuzcoa), dans la région du Gohierri, le berceau d'Eta. Sa première action n'est guère prestigieuse et consiste à voler une ronéo au séminaire de Saint-Sébastien ; en août 1973, il passe en France en compagnie de sa "novia" Maria Dolores Catarain "Yoyes", qui est née comme lui et la même année dans le même village. Devenu très vite membre du comité exécutif de l'organisation, il est impliqué dans l'assassinat de l'amiral Carrero Blanco et dans celui d'un sous-lieutenant de la Garde civile à Mondragon, dans la disparition de "Pertur", dans l'enlèvement de Javier de Ibarra et surtout dans le meurtre de son ancienne compagne "Yoyes", qui avait laissé Eta, le 10 septembre 1986. C'est ce "superclandestin", à l'aspect froid, voire glacé, qui supervise les commandos Bereis des poli-milis et passe en avril 1976 aux "milis", devenant dans la foulée le responsable de la captation, formation et coordination de tous les commandos et à ce titre l'ordonnateur des principales actions d'Eta depuis une dizaine d'années. Adjoint d'Eugenio Etxebeste "Antxon", déporté en Equateur, puis de "Txomin", "Artapalo" s'est maintenant imposé à la tête de l'organisation, avec ses deux adjoints José Antonio Urruticoechea Bengoechea "Jose Ternera" et Santiago Arospide Sarasola "Santi Potros". Les possibilités de négociation avec Madrid, entrevues avec "Txomin" sont aujourd'hui réduites, devant sa réputation de "dur" et son manque de vision politique ; pour lui, l'Espagne en est restée à la situation de 1975...

#### MUGIKA ARREGUI José Ignacio "Ezkerra"

Etarre né en 1945. A l'Ecole des Jésuites de Saint-Sébastien, il entre à EGI (l'organisation de jeunesse du PNV) et est arrêté à plusieurs reprises et interrogé par Melition Manzanos, en particulier à la suite de ses inscriptions à la peinture sur le vélodrome d'Anoeta, à la veille de l'arrivée de Franco. Conséquence de l'assassinat de Manzanos et de l'explosion d'une bombe sur le parcours du tour d'Espagne cycliste, il est arrêté alors qu'il accomplit son service militaire à Pampelune. Il le passe sous les verrous.

Libéré, il retourne à EGI, qui sous son impulsion se radicalise, devient ouvertement socialiste, se sépare du PNV et s'appelle "EGI-Batasuna" (Unité). En mars 1972, avec toute son organisation, il entre à Eta, dont il est l'un des plus jeunes chefs et ne tarde pas à être l'un des terroristes les plus recherchés par la police franquiste, à la suite d'un affrontement près de Bilbao, qui fait un mort du côté des forces de l'Ordre. Partisan des solutions extrêmes, il assume à la fois le développement d'Eta et l'organisation de l'assassinat de Carrero Blanco en décembre 1973. Arrêté le 19 septembre 1975 à Madrid, alors que deux de ses camarades Antonio Campillo et José Ramon Martinez Antia sont tués, il est torturé durant neuf jours et mis au secret à la prison de Carabanchel. Amnistié par la démocratie, il vit aujourd'hui clandestinement quelque part entre l'Espagne et la France.

#### PEREZ REVILLA Tomas "Fangio"

Membre historique d'Eta(m) né à Bilbao en 1939, marié à une soeur du dirigeant de Herri Batasuna, Txomin Ziluaga, qui a son heure de gloire dans les années soixante-dix, avec l'enlèvement de Felipe Huarte. Militant de la première heure, "Tomason" fut l'un des premiers à rejoindre Eta, comme à se réfugier en France. Le 21 mars 1975, sa voiture est mitraillée par des inconnus à Saint-Jean-de-Luz. Sa femme Feli Ziluaga qui conduit, est atteinte par dix balles et s'en tire par miracle ; lui est indemne. Assigné à résidence à l'île d'Yeu en 1977, il s'expatrie au Venezuela pour revenir se faire soigner d'un cancer en France dès 1982. Le 19 mars 1984, vingt-cinquième anniversaire de la fondation d'Eta, le Gal fait exploser une bombe sur sa moto, à Biarritz. Il meurt le 28 juillet à l'hôpital Pellegrin, des suites de ses blessures.

#### PEREZ BEOTEGUI Pedro Ignacio "Wilson"

Ancien chef d'Eta né à Vitoria le 31 juillet 1948, qui intègre le mouvement en 1970, lors du procès de Burgos, en participant à plusieurs manifestations antifranquistes à Londres, où il étudie le Droit. Arrêté par les autorités britanniques et condamné à plusieurs mois de prison, alors qu'il lance des cocktails molotov sur l'ambassade d'Espagne, il garde de son séjour en Angleterre un surnom, "Wilson". De retour au Pays basque en 1971, il passe à la clandestinité totale en 1972 et entre dans les commandos spéciaux d'Eta(m). A ce titre, il devient le "cerveau" du groupe qui assassine Carrero Blanco en 1973 et haut responsable de tous les commandos en 1974. Le 30 juillet 1975, il est arrêté en compagnie de Juan Paredes Manot "Txiki" pour être trop longtemps resté devant une banque. Une fusillade éclate et "Wilson" reçoit une balle dans la tête, qui le laisse sans connaissance. Torturé, "travaillé" au penthotal, il livre plusieurs noms de ses hommes à la police. Condamné, souffrant d'ulcère à l'estomac, amnistié, il s'est aujourd'hui retiré du terrorisme actif et figure en 1986 sur les listes électorales de "Auzolan", le nouveau groupe basque.

#### YOLDI Juan Carlos

Etarre (m) né en 1964 arrêté par la police en 1986 ; alors qu'il subit la prison préventive à Herrera de la Mancha et que pèse sur lui une demande de 64 ans de détention, il est élu sur une liste HB fin 1986 et est l'auteur d'un scandale au Parlement basque, quand il est amené par la police, après avoir prononcé un discours le 26 février 1987, prônant l'ouverture de négociations entre Eta et l'Armée dans l'alternative KAS. Et dans la foulée, il se présente - sans succès - à l'élection de lendakari

(premier ministre basque). Le 11 juin 1987, il est condamné à vingt-cinq ans et un jour de prison par l'Audience de Bilbao pour avoir fait exploser une bombe au bar "Panama" de Beasain, ainsi qu'à une amende de 300.000 pesetas. Une telle rigueur de la part de tribunaux basques surprend tous les observateurs.

N&E4-3

ETA : 20 ANS DE GUERILLA, 1968 - 1987 - CHRONOLOGIE DETAILLEE

1968

MARS: 12 - Des prêtres arrêtés en Euskadi. Le clergé basque contre le régime.;  
AVRIL: 14 - Désordres à Saint-Sébastien lors de l'Aberri Eguna;  
JUIN: 07 - Garde civile contre ETA : deux morts. Un suspect, Sarasquieta Ibanez.;  
28 - Franco gracie Sarasqueta, condamné à mort pour assassinat.;  
AOUT: 01 - Arrestation de six prêtres basques;  
02 - Assassinat par ETA du policier Meliton Manzananas;  
07 - 50 personnes, dont plusieurs prêtres, arrêtées au Guipuzcoa;  
16 - 30 prêtres occupent l'Evêché de Bilbao. Le relais de TV de Zarauz cible d'ETA;  
NOVEMBRE:04 - 40 prêtres s'enferment à Bilbao pour protester contre la répression;  
DECEMBRE: 11 - Procès de cinq étarres à Saint-Sébastien;

1969

JANVIER: 05 - Echec de l'assaut par ETA de la prison de Pampelune;  
24 - Etat d'exception dans toute l'Espagne pour trois mois;  
FEVRIER: 07 - Javier Izco, assaillant de la prison de Pampelune, condamné à 40 ans;  
MARS: 22 - Arrestation de plusieurs agresseurs du commissaire Manzananas;  
AVRIL: 06 - Deux terroristes basque tués par une bombe de leur fabrication;  
14 - Trente étarres arrêtés au Pays basque;  
23 - Le vicaire de Bilbao arrêté, en violation du concordat;  
MAI: 31 - 10 prêtres basques s'enferment dans l'évêché de Bilbao;  
JUILLET: 07 - ETA, PCE et des prêtres basques réunissent la presse à Paris;  
AOUT: 06 - Conseil de guerre à Burgos ; condamnation de plusieurs prêtres;  
OCTOBRE: 24 - Condamnation d'étarres à quinze ans de prison;  
27 - Arrizabalaga condamné à mort. Franco commue en perpétuité.;  
NOVEMBRE:17 - La Garde civile tue un manifestant en Euskadi, Fernandez Elorriaga;  
29 - Mgr Cirarda proteste contre les tortures infligées par la police;  
DECEMBRE: 12 - 15 prisonniers d'ETA s'évadent de la prison de Basauri;

1970;

FEVRIER: 02 - Non-lieu pour le journaliste Idoyaga, accusé d'appartenir à l'ETA;  
AVRIL: 26 - Commémoration du massacre de Guernica : 30 arrestations;  
MAI: 15 - 3 étarres condamnés à 12 et 5 ans de prison;  
JUILLET: 30 - ETA s'empare à Bilbao de 3 millions de pesetas;  
AOUT: 04 - Promulgation de la loi "Danger et réhabilitation sociale";  
NOVEMBRE: 01 - Un Basque français, Aguirrezabala condamné à 12 ans de prison;

- 22 - Les évêques de Saint-Sébastien et de Bilbao écrivent : pitié pour ETA;
- DECEMBRE: 02 - Enlèvement par ETA du consul allemand à Saint-Sébastien, Eugen Biehl;
- 03 - Ouverture à Burgos du conseil de guerre contre 16 étarres. Attentats au Guipuzcoa contre deux journaux du Movimiento;
- 04 - Etat d'exception au Guipuzcoa pour trois mois;
- 09 - Fin du procès de Burgos;
- 10 - Manifestations à l'étranger contre le verdict;
- 28 - Jugement du conseil de guerre : 9 condamnations à mort;
- 31 - Franco commue les peines;
- ;
- ;
- ;
- 1971;
- ;
- JANVIER: 07 - Levée de l'état d'exception au Guipuzcoa;
- MARS: 16 - 40 étarres de Bilbao arrêtés;
- AVRIL: 10 - 4 Basques trotskistes arrêtés à Bilbao pour attentat;
- 14 - 56 opposants ont été arrêtés en janvier au Guipuzcoa;
- MAI: 08 - 4 ans de prison pour distribution de tract contre le procès de Burgos;
- 27 - Enlèvement manqué d'Henri Woliner consul de France à Saint-Sébastien;
- 29 - 7 Basques condamnés à six mois de prison;
- JUILLET: 27 - Une étarre Maria Teresa Arévalo condamnée à 25 ans de prison;
- AOUT: 01 - Condamnation de dix étarres;
- OCTOBRE: 20 - Expulsion de six étarres du Pays basque français;
- NOVEMBRE: 15 - L'étarre Iraola assigné à résidence au nord de la Loire;
- DECEMBRE: 08 - Grève de la faim des prisonniers basques, en souvenir de Burgos;
- 14 - Attentat d'ETA contre un bâtiment municipal à Ondarroa;
- 30 - A Beasain, ETA s'empare de 10 millions de pesetas;
- ;
- ;
- ;
- 1972;
- JANVIER: 02 - ETA sabote le terrain de football de Saint-Sébastien;
- 13 - ETA vole 300.000 pesetas à la Caisse d'épargne de Lazcano;
- 19 - ETA enlève Lorenzo Zabala et menace de l'exécuter;
- 29 - Coups de feu à Zarauz entre étarres et policiers;
- FEVRIER: 29 - ETA s'empare de 50.000 FF dans une banque de Berniz (Bilbao);
- MARS: 16 - L'étarre Goikoetxea se donne la mort plutôt que d'être arrêté;
- AVRIL: 02 - Attentats contre divers monuments franquistes au Pays basque. 2 gardes civils blessés à Saint-Sébastien;
- 14 - Le monument aux morts de Terrasa plastiqué;
- ;
- ;
- ;
- JUIN: 11 - Poursuites contre 3 prêtres basques ayant aidé des grévistes;
- AOUT: 20 - 11 kilos de dynamite trouvés sur le terrain de golf de Zarauz;
- 24 - Attentat contre le monument aux morts de Hernani;
- 29 - ETA assassine un policier à Galdacano (Bilbao);
- Arrestations au Pays basque;
- SEPTEMBRE: 02 - 2 étarres tués par la Garde civile à Lequeitio;
- 06 - 3 étarres arrêtés, 21 autres identifiés;
- 12 - 3 étarres arrêtés;
- 20 - L'étarre "Yulen" abattu à Urdax;

21 - Disparition à Poitiers d'Eustaquio Mendizabal, l'un des chefs d'ETA;  
OCTOBRE: 08 - ETA interdit en France en vertu d'un décret-loi d'avril 1939;  
7 réfugiés basques espagnols sont expulsés de France;  
23 - 3 réfugiés basques espagnols sont "éloignés" du sud-ouest;  
DECEMBRE: 06 - ETA incendie les sièges des syndicats de 4 villes du Guipuzcoa;  
30 - ETA s'empare à Beasain de 10 millions de pesetas;  
;  
;  
;  
1973;  
;  
JANVIER: 25 - Enlèvement de Zabala : 4 étarres condamnés, 7 acquittés;  
28 - Attentat à Paris contre la Banque populaire espagnole. Ce serait ETA;  
FEVRIER: 20 - 40 étarres arrêtés en Biscaye;  
25 - Mort de maître José Antonio Etchebarrieta, défenseur d'ETA;  
MARS: 06 - Arrestation des 5 étarres responsables de l'enlèvement de Huarte;  
AVRIL: 19 - Mendizabal, chef du "front militaire" d'ETA, tué par la police;  
MAI: 01 - Et à Bilbao, un policier grièvement blessé par ETA;  
08 - Huit étarres arrêtés à Bilbao;  
24 - A Bayonne, 3 étarres condamnés;  
JUN: 08 - Violentes bagarres à Pampelune : 200 personnes appréhendées;  
AOÛT: 30 - 13 Basques condamnés à des peines de 4 mois à un an de prison;  
SEPTEMBRE: 27 - Affrontements armés entre policiers et ETA à Bilbao : 2 étarres blessés;  
NOVEMBRE: 26 - ETA détruit le club maritime El Abua, à Bilbao;  
28 - 2 étarres tués par leur propre bombe à Las Arenas;  
DECEMBRE: 04 - 15 prêtres arrêtés à Bilbao;  
06 - L'étarre Juan Arteche tué par la Garde civile;  
20 - ETA assassine l'amiral Carrero Blanco, calle Claudio Coello;  
;  
;  
;  
1974;  
;  
JANVIER: 12 - ETA tente de plastiquer l'Université de Deusto et "La Voz de Espana";  
20 - Vérification pour tous les passeports émis au Pays basque;  
30 - Le gouvernement français dissout le mouvement séparatiste Enbata;  
FEVRIER: 14 - Bilbao : un groupe d'ETA démantelé;  
MARS: 29 - ETA assassine un inspecteur de police à Saint-Sébastien;  
AVRIL: 02 - 4 étarres lourdement condamnés;  
MAI: 20 - 2 étarres tués à Fontarabie;  
JUILLET: 15 - 3 étarres arrêtés à Zarauz;  
SEPTEMBRE: 11 - 5 étarres arrêtés, un militaire tué, un policier grièvement blessé;  
Fusillade entre étarres et gardes civils à la frontière;  
13 - Attentat à la cafétéria Rolando près de la Puerta del Sol; 12 morts, 56 blessés;  
16 - Arrestation d'Eva Forest pour complicité dans le meurtre de Carrero;  
NOVEMBRE: 19 - La France refuse d'extrader 10 étarres auteurs du meurtre de Carrero;  
DECEMBRE: 03 - Explosion d'une bombe à Saint-Sébastien;  
28 - Fusillade entre ETA et gardes civils : un garde grièvement blessé;  
;  
;  
;  
1975;  
;  
;

- FEVRIER: 06 - Incarcération de 3 prêtres du diocèse de Pampelune;
- MARS: 29 - ETA assassine à Saint-Sébastien l'inspecteur José Diaz;
- AVRIL; 22 - ETA assassine l'inspecteur José Moran, à Bilbao;
- 24 - Un étarre tué par la police : Mendizabal arrêté;
- 2 commandos d'ETA repoussés sur la frontière par les CRS;
- 25 - Etat d'exception en Biscaye et au Guipuzcoa pour trois mois;
- 27 - 4 bombes explosent à Guernica;
- L'avocat d'Eva Forest, Juan Maria Bandres, arrêté;
- MAI: 06 - ETA assassine un garde civil à Guernica;
- 55 personnes arrêtées au Guipuzcoa et en Biscaye depuis le 25 avril;
- 07 - A Algorta, un policier de la BPS abattu par ETA;
- 12 - Manifestations anti-ETA à Bilbao;
- 14 - 3 étarres tués à Guernica, ainsi qu'un lieutenant de la Garde civile;
- 17 - A Gerone, plusieurs étarres arrêtés;
- 20 - Depuis le 25 avril, 152 personnes ont été arrêtées en Euskadi;
- 23 - Les Guerilleros refont sauter la librairie Mugalde d'Hendaye;
- A Andarroa, Luis Arriola chantait en basque : un garde tire et l'abat;
- 28 - Bavure de la Garde civile à Saint-Sébastien : une touriste tuée;
- ;JUN: 05 - Attentat en France contre des étarres;
- 5 étarres condamnés à Burgos;
- 1 garde civil assassiné à Saint-Sébastien par ETA;
- 10 - 2 prêtres basques arrêtés;
- 12 - Les locaux d'"Anaï Artea" à Saint-Jean-de-Luz plastiqués;
- 28 - Bombe au restaurant de Joaquin Echavé à Bayonne;
- JUILLET: 05 - A Deva, assassinat par ETA d'un "mouchard";
- 14 - 14 étarres arrêtés à Saint-Sébastien;
- 30 -Un chauffeur de taxi abattu par ETA à Saint-Sébastien;
- "Wilson" et 8 autres étarres arrêtés à Barcelone;
- AOUT: 01 - Fusillade à Madrid entre la police et étarres;
- 02 - Un policier tué à Madrid;
- 12 - Opération de police en Galice : un étarre tué, trois arrestations;
- 21 - Depuis le 1er janvier : 10 gardes civils ou policiers sont morts;
- Et plus de 100 attentats terroristes ont fait 31 morts;
- 25 - Un commando anti-ETA arrêté à Saint-Jean-de-Luz;
- 28 - 2 étarres blessés en France par les "Guerilleros du Christ-roi";
- 29 - 2 étarres condamnés à mort : Garmendia et Otaegui;
- Le Pays basque en grève partielle.;
- Manifestations à l'étranger;
- 31 - Un manifestant, Jesus Garcia Ribalda, tué à Saint-Sébastien;
- SEPTEMBRE;: 18 - 5 condamnations à mort prononcées à Madrid;
- 19 - Opérations anti-ETA : un mort à Barcelone, un suicide à Madrid;
- 25 - Bilbao : arrestation de 9 étarres;
- 27 - Exécution de 5 terroristes, 3 du Frap, 2 d'ETA;
- OCTOBRE: 01 - Les policiers abattus n'auront pas droit à une messe;
- 03 - ETA lance un appel au pape pour empêcher de nouvelles exécutions;
- 05 - Attentat au Pays basque : 3 gardes civils tués;
- Les "Guerilleros" assassinent Ignacio Echave;
- Saint-Sébastien : 6 dirigeants étudiants d'ETA arrêtés;
- 07 - Pays basque : arrestation de 17 personnes;
- 09 - Pays basque : on parle d'utiliser l'Armée contre le terrorisme;



- 13 - ETA tue à Villareal un membre des "Guerilleros";
- 18 - Un garde civil assassiné à Zarauz;
- 28 - Guernica : arrestation de 20 membres d'ETA V;
- Bilbao : la police découvre une charge de 30 kg de dynamite;
- 31 - Décret : le galicien, le catalan et le basque sont langues nationales;
- NOVEMBRE:07 - Le Guipuzcoa et la Biscaye se voient rendre leurs privilèges fiscaux;
- 10 - 5 étarres sont arrêtés à Pampelune;
- 20 - 4h40 : MORT DE FRANCO;
- 22 - JUAN CARLOS 1er ROI d'ESPAGNE;
- 24 - ETA assassine le maire d'Oyarzun (Guipuzcoa);
- 29 - Début des libérations de prisonniers politiques après l'"indulto";
- L'étarre Garitamendia passe de 6 ans de prison à 23 ans en appel;
- DECEMBRE: 01 - Un étarre abattu à Beasain;
- 08 - Pays basque : un mort "par erreur";
- Une bombe à la caserne de la Garde civile de Legazpia;
- 28 - Constitution au Pays basque d'une Assemblée démocratique;
- ;
- ;
- ;
- 1976;
- ;
- JANVIER: 05 - Pampelune : 10.000 manifestants réclament l'amnistie;16 - ETA réclame 100 millions de pts pour libérer Ajurrabeita junior;
- 17 - Mort d'un garde civil à Beasain;
- FEVRIER: 09 - Le maire de Galdacano assassiné par ETA(m);
- 10 - Un mécanicien basque abattu à Cirurquil par ETA;
- 28 - Emeutes à Vitoria;
- MARS: 03 - Vitoria : 4 morts, 100 blessés après des heurts police - manifestants;13 - Un chauffeur de taxi de Saint-Sébastien assassiné par ETA;
- 19 - ETA enlève l'industriel basque Berazadi;
- 23 - L'ATE attaque un couple de réfugiés politiques basques;
- AVRIL: 04 - ETA assassine deux policiers espagnols se trouvant en France;
- 06 - La villa de l'étarre Madariaga plastiquée à Baquio;
- 08 - L'industriel basque Berazadi, enlevé par ETA, retrouvé assassiné;
- 13 séparatistes basques assignés à résidence à l'île d'Yeu;
- 10 - Un Basque tué par la police près de Zarauz;
- Véritable déclaration de guerre de Fraga à ETA;
- 12 - Libération du journaliste José Maria Huertas;
- 87 membres d'ETA arrêtés;
- 18 - Fusillade à Pampelune entre étarres et policiers : un étarre tué;
- MAI: 28 - Le corps d'un étarre découvert en France;
- ;JUN: 02 - Une bombe dans une discothèque de Bilbao, appartenant à un étarre;
- 09 - ETA assassine le chef du Movimiento de Basauri, Luis Carlos Albo;
- JUILLET: 03 - ADOLFO SUAREZ NOUVEAU CHEF DU GOUVERNEMENT;
- 08 - 150.000 manifestants à Bilbao demandent l'amnistie;
- 23 - "Pertur" chef étarre disparaît à Saint-Jean-De-Luz;
- AOUT: 20 - 5 étarres arrêtés à Saint-Sébastien;
- SEPTEMBRE: 08 - La Garde civile tue Jesus Maria Zabala;
- 25 - ETA Ve Assemblée renonce à la lutte armée;
- OCTOBRE: 04 - ETA assassine Juan Maria de Araluce, conseiller général de Guipuzcoa;
- 07 - Attentat manqué à Saint-Sébastien contre des gardes civils;

10 - La Garde civile tue un jeune basque;  
NOVEMBRE:20 - 150 Etarres arrêtés au monastère d'Arantzazu, près de Saint-Sébastien;  
DECEMBRE:06 - Agression contre des policiers à Saint-Sébastien;  
13 - 15 ans de prison pour un étarre;  
30 - Suppression des juridictions d'exception;  
;  
;  
;  
1977;  
;  
JANVIER: 01 - Pays basque : manifestations pour l'amnistie;  
1 6 - 176 villes basque demandent l'autonomie et l'amnistie;  
FEVRIER: 08 - Beasain : la Garde civile tire : 2 étarres morts;  
13 - ETA assassine un garde civil à Mondragon;  
AVRIL: 10 - Jour de la Patrie basque interdit à Vitoria, 1 blessé à Durango;  
MAI: 20 - Enlèvement de l'ancien maire de Bilbao Javier de Ybarra;  
27 - 3 étarres arrêtés à Madrid. Ils préparaient un attentat;  
28 - 10 étarres assignés à résidence sur l'île de Porquerolles;  
JUIN: 01 - Eva Forest, détenue depuis septembre 1974 relâchée;  
02 - "Apala", chef étarre arrêté par la police française à Hendaye;  
Expulsion d'étarres vers le Danemark la Norvège et la Suisse;  
22 - ETA assassine l'ancien maire de Bilbao Javier de Ybarra;  
JUILLET: 29 - Larena, étarre envoyé en Belgique, est retrouvé à Bilbao;  
AOUT: 22 - 5 étarres arrêtés à Bilbao;  
24 - 50 kilos de plastic volés par ETA à Oyarzun;  
OCTOBRE: 08 - ETA assassine le président de la Députation de Biscaye, Unceta;  
11 - Apalategui en fuite de nouveau;  
Pour l'amnistie, 26 détenus s'ouvrent les veines à la prison d'Ocana;  
12 - Bombes d'ETA(m) au Pays basque;  
31 - ETA assassine un sergent de police dans une caserne;  
NOVEMBRE:02 - Un policier assassiné par ETA à Madrid;  
26 - ETA assassine le commandant Imaz, chef de la police de Pampelune;  
DECEMBRE:06 - ETA enlève l'industriel Battlo et le relâche contre 10 millions de pts;  
16 - ETA assassine un conseiller municipal d'Irun, Martinez Esquerria;  
18 - ETA attaque Iberduero à Bilbao, s'opposant au nucléaire;  
19 - ETA attaque la banque d'Amezqueta;  
29 - 900 kilos d'explosif volés à Gallarta, en Biscaye;  
30 - Le gouvernement accorde au Pays basque un statut de pré-autonomie;  
;  
;  
;  
;1978;  
;  
;  
JANVIER: 11 - Pampelune : 2 étarres et un policier tués;  
ETA menace le quotidien franquiste "El Alcazar";  
18 - Légalisation d'une fraction politique d'ETA : l'EIA;  
20 - Amnistie pour les assassins de Carrero Blanco;  
28 - Pays-basque : 2 gardes civils blessés par balle;  
FEVRIER: 06 - Villajimena : un émetteur TV détruit par ETA(m);  
12 - Trois attentats au Pays basque ; pas de victimes;  
14 - ETA(m) affirme sa volonté de continuer la lutte armée;  
24 - Attentat d'ETA à Santurce : un policier grièvement blessé;

- MARS: 01 - ETA revendique la dizaine d'attentats commis contre Iberduero;  
05 - Vitoria : 2 policiers tués;  
10 - ETA(m) assassine un garde civil en retraite et un policier;  
17 - ETA(m) assassine 2 ouvriers de la centrale nucléaire de Lemoniz;
- AVRIL: 16 - 2 policiers blessés par balle à Saint-Sébastien;  
27 - ETA menace ses "éléments incontrôlés";
- MAI: 08 - Pampelune : 2 gardes civils gravement blessés;  
09 - Saint-Sébastien : encore un garde civil assassiné;  
10 - Un sous-lieutenant poignardé à Pampelune;  
11 - Guernica : affrontement Garde civile-ETA : 2 étarres blessés;  
14 - Offensive d'ETA au Pays basque;  
18 - Trois commandos d'ETA démantelés;  
19 - Le gouvernement ne négociera pas avec ETA;
- JUIN: 19 - ETA tente d'enlever le gouverneur militaire de Saint-Sébastien;  
27 - ETA assassine à Saint-Sébastien un sergent;  
28 - ETA assassine le journaliste José Maria Portell;  
30 - Décret-loi contre le terrorisme;
- JUILLET: 02 - Le chef étarre Juan José Echave blessé dans un attentat;  
05 - ETA assassine l'un de ses membres, l'accusant d'être un indicateur;  
19 - Plastic au siège de la Garde civile de Vitoria;  
21 - ETA(m) assassine 2 militaires à Madrid;
- ;SEPTEMBRE: 17 - ETA attaque encore à Bilbao : 2 attentats, un vol;  
18 - On parle de négociations secrètes entre ETA et le gouvernement;  
Attentat contre le maire de Saint-Sébastien;  
25 - Bilbao : 2 gardes civils assassinés par ETA;  
27 - Un étarre libéré par un commando dans un hôpital de Bilbao;
- OCTOBRE: 03 - Bilbao : ETA assassine le capitaine de corvette de Asis;  
13 - Bilbao : 2 policiers tués par ETA;  
14 - Un garde civil assassiné à Lequeito;  
22 - ETA assassine 2 gardes civils;  
30 - ETA assassine à Andoain un membre de la commission pro-amnistie;
- NOVEMBRE:02 - ETA assassine l'industriel José Legasa;  
05 - A Tolosa, un garde civil assassiné;  
08 - Bilbao : un étarre mort, un policier blessé;  
09 - Saint-Sébastien : un militant d'UCD assassiné;  
17 - La police démantèle le commando "Alona" d'ETA(m);  
20 - ETA assassine 2 policiers à Bilbao;  
23 - Encore 12 membres d'ETA arrêtés;  
27 - Guipuzcoa : assassinat d'un garde civil à la retraite;  
30 - Irun : un concierge père de 8 enfants assassiné par ETA;
- DECEMBRE: 01 - Un commando d'ETA arrêté à Saint-Sébastien;  
02 - ETA assassine un garde civil à Onate;  
04 - Un commando d'ETA arrêté à Saint-Sébastien;  
05 - Encore 3 policiers assassinés au Pays basque;  
09 - ETA assassine l'ex-chef de la police de Santurce;  
13 - Encore 2 assassinats d'ETA au Pays basque;  
17 - Saint-Sébastien : ETA assassine un colonel en retraite;  
18 - Le Conseil basque prêt à négocier avec ETA;  
21 - Un garde municipal assassiné à Madrid;  
28 - Un militant Carliste assassiné par ETA;

;  
;  
;  
;

1979;

- JANVIER: 02 - Un commandant assassiné par ETA à Saint-Sébastien;  
03 - ETA déclare la guerre ouverte contre l'Armée;  
Le gouverneur militaire de Madrid assassiné par ETA(m);  
16 - Arrestation du maire d'Oyarzun, soupçonné d'appartenir à ETA;  
25 - Tudela (Navarre) ; un étarre tué à la suite d'un accrochage;  
28 - L'ex-maire d'Etxarri-Aranaz assassiné par ETA;  
30 - Irun : un garde civil à la retraite assassiné par ETA;
- FEVRIER: 03 - 2 gardes civils assassinés à Andoain;  
04 - 2 commandos d'ETA arrêtés à Bilbao et Vitoria;  
06 - Assassinat du maire d'Olavarria;  
09 - Bilbao : 5 commandos d'ETA arrêtés;  
11 - 3 "prisons" d'ETA découvertes en Euskadi;  
12 - Assassinat du chef de la police municipale de Munguia;  
14 - Un sergent de la Garde civile blessé à Zumaya (Guipuzcoa);  
18 - 2 commandos d'ETA arrêtés au Guipuzcoa;  
19 - Le directeur de Michelin à Vitoria enlevé par ETA;  
Encore un garde civil assassiné à Barcelone;  
23 - Itziar : encore un garde civil assassiné;
- MARS: 06 - Une tonne de dynamite volée à Pampelune;  
09 - Assassinat du chef de la police de Beasain;  
17 - 4 étarres(pm) arrêtés au Guipuzcoa;  
23 - Un inspecteur de police assassiné à Vitoria;
- AVRIL: 06 - Saint-Sébastien : explosion au consulat français, 2 policiers blessés;  
07 - ETA(m) assassine 3 policiers à Saint-Sébastien;  
08 - 100.000 manifestants exigent la fin d'ETA;  
16 - Saint-Sébastien : un militant d'AP blessé par balle;
- MAI; 25 - 4 militaires assassinés à Madrid par un commando d'ETA;
- JUIN: 02 - A Bilbao, la police s'empare du commando "Ezkila";  
04 - Grève générale au Pays basque;  
2 Gardes civils assassinés à Canillas (Madrid);  
07 - ETA assassine un commandant à la retraite à Tolosa;  
12 - ETA menace les fonctionnaires de mort;  
25 - Bayonne : un commando ultra assassine l'étarre Enrique Gomez Corta;  
27 - ETA menace d'attaquer les touristes français en Espagne;
- JUILLET: 03 - Bombe à Bilbao dans des locaux appartenant à Citroën;  
16 - Prison de Soria, bagarres entre étarres(m) et étarres (pm);  
21 - Bilbao : attentat manqué contre "Renault";  
24 - ETA annonce la poursuite de la lutte armée;  
29 - Gare de Chamartin à Madrid : ETA fait exploser une bombe;  
31 - Unanimité en Espagne et au Pays basque : sus à ETA;
- AOUT: 02 - ETA(pm) décide d'interrompre la lutte armée contre des libérations;  
Anglet (France) : 2 étarres blessés par un commando ultra;  
15 - Un agent de police blessé à Saint-Sébastien;  
31 - Saint-Sébastien : un policier assassiné;
- SEPTEMBRE: 12 - Un étarre réfugié "Perico" blessé à Biarritz. Il meurt le 5 octobre;  
13 - ETA assassine le directeur d'une banque de Baracaldo;

- 19 - A Bilbao, ETA assassine deux militaires;
- 23 - ETA(m) assassine le gouverneur militaire du Guipuzcoa;
- 24 - Communiqué triomphaliste d'ETA, qui défie le roi et l'Armée;
- 29 - L'ex-maire franquiste de Bedia assassiné par ETA(m);
- 30 - Le PSOE dénonce la violence d'ETA, qui menace les libertés;
- Les élus de "Herri Batasuna" demandent un port d'armes;
- OCTOBRE: 05 - Un commando d'ETA "des plus dangereux" serait à Madrid;
- 11 - Bilbao : un commissaire et un inspecteur mitraillés;
- 14 - Attentat raté d'ETA à Bilbao : il aurait pu faire 200 morts;
- 27 - ETA assassine à Bilbao un ouvrier socialiste;
- NOVEMBRE:06 - Bilbao : 3 commandos d'ETA(m) arrêtés;
- 11 - Enlèvement par ETA(pm) du député UCD Javier Ruperez;
- Salvatierra (Alava) : 2 gardes civils blessés dans un attentat;
- 15 - ETA blesse le colonel Tomas Lopez de Diego, à Saint-Sébastien;
- ;
- ;
- ;
- ;
- ;
- 1980;
- ;
- ;
- ;
- JANVIER: 06 - Après un article d'"Interviu", ETA assassine un Basque ultra;
- 10 - Le chef de la police de Minones de Alava assassiné;
- 20 - 5 kilos de plastic dans un bar de Baracaldo, dû à l'extrême droite;
- 3 membres d'ETA s'échappent de la prison de Martutene;
- 23 - Le patron d'un bar de Baracaldo assassiné par ETA(m);
- 25 - Un sympathisant de "Fuerza nueva" assassiné à Vergara;
- 27 - Carrillo : "Le terrorisme d'ETA est démentiel";
- 3 policiers blessés dans un attentat à Bilbao : un mort;
- FEVRIER: 01 - Attentat d'ETA à "Ispaster" : six gardes civils meurent;
- 03 - Assassinats de 3 Basques par le "Bataillon basque espagnol";
- 07 - Quelques chefs d'ETA, dont "Txomin" arrêtés en France;
- 08 - Renteria : ETA(m) assassine le commandant Rodriguez Fuertes;
- 20 - Un colonel assassiné par ETA(m) à Saint-Sébastien;
- Un commando d'ETA(m) démantelé ; 6 arrestations à Vergara;
- MARS: 05 - Trêve d'ETA durant la campagne électorale basque;
- 13 - Plastic au gouvernement militaire de Santander;
- 18 - Attentat d'ETA à Madrid : le général Esquivias est visé, un soldat mort;
- 20 - 4 étarres condamnés à 34 ans de prison;
- 23 - Coup dur pour ETA : 16 arrestations, dont Aramayo, membre du CE;
- 24 - Les 2 étarres responsables de l'enlèvement de Ruperez arrêtés;
- 25 - ETA récidive : 3 assassinats, dont celui du Comte d'Aresti;
- AVRIL: 01 - ETA(m) étend son impôt révolutionnaire aux médecins;
- 13 - Assassinat du chef de la police de Vitoria;
- 16 - 2 gardes civils assassinés dans la gare d'Irun;
- 28 - ETA s'empare d'un autobus : un garde civil et un étarre tués;
- MA: 08 - ETA(m) assassine un commandant en retraite à Saint-Sébastien;
- 12 - ETA(m) assassine un collaborateur d'Oreja, Ramon Baglietto;
- 15 - 3 policiers assassinés à Saint-Sébastien par ETA(m);
- 19 - 5 commandos d'ETA arrêtés;
- 21 - Le chef d'ETA(pm) de Navarre arrêté : Eduardo Magallon;

- 29 - 6 étarres jugés à Madrid;  
Bayonne : un des chefs d'ETA(m) "Tropa" arrêté;
- JUIN: 15 - ETA(pm) blesse le président des pharmaciens de Biscaye;  
20 - ETA (pm) annonce des bombes anti-touristes sur toute la côte;  
22 - Le Bataillon basque espagnol s'empare de l'étarre "Naparra";  
24 - ETA(pm) assassine un directeur de "Michelin" à Vitoria;  
28 - ETA assassine trois personnes à Azcoitia;
- JUILLET: 02 - 12 étarres(m) arrêtés en Navarre;  
09 - 4 étarres condamnés à 67 ans de prison;  
11 - Bilbao : 7 commandos étarres arrêtés;  
22 - Un lieutenant de la Garde civile assassiné à Logrono;  
24 - Vol de 8 tonnes de dynamite par ETA à Santander;  
27 - Le Bataillon basque-espagnol plastique une librairie abertzale;
- AOUT: 03 - ETA assassine par vengeance un militant des CCOO;  
11 - ETA envisage une grande attaque contre les militaires en Catalogne;  
22 - ETA(m) blesse le directeur du "Diario de Navarre";
- SEPTEMBRE: 03 - Urbiola, vice-président du Parlement de Navarre connaît des étarres;  
07 - Le Bataillon basque-espagnol assassine deux militants d'HB;  
11 - Attaque manquée du gouvernement civil de Saint-Sébastien;  
20 - Un industriel d'origine cubaine enlevé à Orrio (Guipuzcoa);  
24 - Bilbao : un commando d'ETA arrêté;  
30 - ETA(pm) assassine un dirigeant UCD d'Alava;
- OCTOBRE: 02 - Saint-Sébastien : ETA assassine un chauffeur de taxi;  
04 - Trois gardes civils assassinés à Salvatierra (Alava);  
06 - Le commando "Etxaniz" d'ETA(m) arrêté;  
07 - ETA(m) assassine à Eibar le tenancier d'un bureau de tabac;  
13 - Saint-Sébastien : ETA(m) assassine le colonel Motos Rodriguez;  
30 - Juan de Dios Doval, dirigeant UCD basque, assassiné par ETA;  
L'avocat Perez de Orueta assassiné à Saint-Sébastien;
- NOVEMBRE: 02 - Saint-Sébastien : 30.000 Basques défilent contre ETA;  
03 - Zarauz : 4 gardes civils assassinés;  
13 - Au Danemark, un programme de TV fait l'éloge d'ETA;  
17 - Un agent assassiné à Eibar;  
Perez-Llorca à Paris, afin d'intensifier la lutte anti-ETA;  
18 - 7 arrestations d'étarres et de grapos;  
23 - Attentat contre ETA en France : 2 morts;  
26 - ETA aurait mis en place un réseau de trafic de drogue;  
27 - ETA assassine le chef de la police municipale de Saint-Sébastien;
- DECEMBRE: 11 - Un inspecteur assassiné à Eibar;  
ETA ordonne un "trêve de Noël" des combats;  
17 - Un commando d'ETA(m) arrêté à Eibar;  
29 - 2 bombes sur la grand Via et la place d'Espagne : 7 blessés;
- ;
- ;
- ;
- ;
- ;
- 1981;
- ;
- JANVIER: 05 - Fin de la trêve d'ETA : un barman assassiné à Renteria;  
14 - ETA assassine encore à Sodupe;  
15 - ETA(pm) s'empare de l'industriel valencien Luis Suner;

- 28 - Un commando d'ETA arrêté à Bilbao, dont le gorille de Monzon;
- FEVRIER: 03 - Le roi en Euskadi, pour la première fois depuis 1929;
- 04 - Voyage difficile de Juan Carlos : bronca des abertzales;
- 07 - José Maria Ryan, ingénieur atomiste, assassiné par ETA;
- 09 - Grève générale au Pays basque contre ETA : 200.000 personnes à Bilbao;
- 10 - ETA (pm) condamne ETA(m) pour ne pas savoir sortir de la lutte armée;
- 14 - Mort de l'étarre Arregui, à la suite de tortures, indignation;
- 20 - ETA(pm) enlève 3 consuls, du Salvador, d'Autriche et d'Uruguay;
- 27 - ETA(pm) annonce une trêve des combats;
- MARS: 01 - ETA(m) rejette la trêve proposée par ETA(pm);
- 05 - Calvo Sotelo à Bilbao pour veiller le corps d'un policier tué par ETA;
- 08 - En Biscaye, la police trouve 50 kilos de plastic;
- 09 - 14 étarres (pm) libérés : il en reste 61 sous les verrous;
- Décès de Telestoro de Monzon;
- 16 - Pampelune : plastic contre un camion de la Renfe;
- 19 - ETA assassine le colonel Romeo Rotaeché;
- 29 - La plus importante opération anti-ETA en 10 ans : 1 mort, 11 détenus;
- 31 - En 4 mois, 600 terroristes ont été arrêtés;
- AVRIL: 08 - Un policier tué à Baracaldo;
- 13 - Naissance en France d'une ETA française : "Iparretarak";
- 14 - Luis Suner libéré après 3 mois contre 500.000.000 pts de rançon;
- 3 assassinats d'ETA : un directeur de Moulinex et 2 officiers;
- 28 - CIA : des liens intimes unissent ETA, IRA, OLP et Brigades rouges;
- MAI: 07 - Attentat d'ETA contre le chef de la Maison du roi, Valenzuela;
- 14 - 2 gardes civils assassinés à Lemona (Biscaye);
- JUIN: 05 - Un policier tué à Saint-Sébastien;
- 12 - Saint-Sébastien : attentat contre la police. Des blessés légers;
- 16 - Roson à Rome : les contacts ETA-Brigades rouges sont évidents;
- 22 - Un colonel assassiné à Irun;
- 24 - 6 bombes à l'Université de Navarre;
- A Tolosa, 2 morts et un blessés grave, sans doute victimes d'ultras;
- 26 - Un étarre assassin d'un colonel condamné à 26 ans de prison;
- JUILLET: 01 - ETA menace de perturber le "Mundial" de football;
- 05 - Bilbao : ETA assassine un lieutenant et un garde civil;
- 10 - A Basauri, un garde civil en retraite assassiné;
- 17 - Attentats d'ETA : 45.000 Guipuzcoains privés d'électricité;
- 19 - La France socialiste opposée à l'extradition de terroristes;
- 24 - 3 attentats d'ETA contre "Iberduero";
- AOUT: 04 - Badinter, ministre de la Justice : "Les étarres sont des libéraux";
- Toujours en France, l'étarre Txapela libéré;
- 05 - Par rapport à 1980, ETA a tué 20 personnes de moins;
- 25 - Juan José Roson affirme qu'ETA est pratiquement vaincue;
- 27 - Découverte d'un tunnel à Carabanchel, creusé par des détenus étarres;
- SEPTEMBRE: 10 - Bernadette Devlin, ex-députée d'Ulster expulsée pour apologie d'ETA;
- 19 - Un commando d'ETA(m) arrêté à Bilbao;
- 21 - La police fait publier les portraits de six étarres recherchés;
- OCTOBRE: 01 - 2 policiers seront poursuivis après la mort de l'étarre Arregui;
- ETA tente de couler un destroyer à Santander;
- 11 - Attentat contre la Garde civile à Eibar;
- 4.000 habitants de Pampelune sans électricités, après un sabotage;

- 17 - ETA assassine un garde civil à Santurce;  
21 - Renteria (Guipuzcoa) : le chef étarre "Gogor" tué;  
DECEMBRE: 07 - Saint-Sébastien : trois policiers blessés lors d'un attentat;  
11 - Au Guipuzcoa, attentat contre la Garde civile : un capitaine blessé;  
29 - Enlèvement du docteur Iglesias, père de Julio;  
31 - 6.000 cartes d'identité volées à Tolosa;
- 1982;  
;
- JANVIER: 02 - La Triple A assassine un taxi de Tolosa;  
05 - L'industriel basque Lipperheide séquestré par ETA;  
17 - Le père du chanteur Julio Iglesias libéré;  
20 - 95 % des armes d'ETA (pm) trouvées dans les soubassements d'une piscine;  
27 - Ondarroa : un policier assassiné;
- FEVRIER: 03 - Un militaire mitraillé à Saint-Sébastien;  
04 - ETA(pm) met fin à son cessez le feu;  
05 - Libération de l'industriel basque Lipperheide;  
16 - Saint-Sébastien et Oyarzun : 2 gardes civils assassinés par ETA;  
26 - ETA(pm) attaque la caserne de la Garde civile de Saint-Sébastien;
- MARS: 01 - 25 ans pour les étarres assassins du général Fernandez Montes;  
07 - Anoeta : 2 étarres brûlent un drapeau espagnol devant 10.000 personnes;  
15 - Madrid : ETA assassine un garde civil;  
26 - Le délégué de la "Telefonica" au Guipuzcoa assassiné par ETA;  
29 - Des prisonniers d'ETA(m) et ETA (pm) s'affrontent à Carabanchel;  
31 - ETA assassine le docteur Ramiro Garrasa, après l'avoir torturé;
- AVRIL: 17 - Attentat d'ETA à Pampelune : un policier tué;  
18 - ETA plastique (170 kilos) la "Telefonica" de la rue Rios Rosas de Madrid;  
19 - ETA attaque une caserne à Eibar, à la grenade;  
28 - 20 étarres (pm) arrêtés en France;
- MAI: 05 - ETA assassine le directeur de la centrale de Lemoniz, Angel Mugica;  
07 - Un commando "Madrid" d'ETA (pm) arrêté avant de saboter le "Mundial";  
12 - Tentative d'évasion d'étarres à Carabanchel;  
13 - 2 étarres explosent avec leur propre bombe à Pampelune;  
14 - Saint-Sébastien : ETA assassine un chauffeur de taxi;
- JUIN: 03 - Bilbao : un colonel en retraite assassiné;  
05 - ETA assassine un industriel de Bilbao;  
06 - Saint-Sébastien : plusieurs attentats à l'explosif dus à ETA;  
09 - ETA(pm) kidnappe un dentiste de Bilbao et s'empare de 15 millions pts;  
11 - Le secrétaire d'EE de Biscaye kidnappé durant six heures;  
12 - "Txomin" arrêté en France, à la veille du "Mundial";  
13 - Un garde civil assassiné à Pasajes;  
30 - Le chef de la police de Baracaldo tué dans un attentat;
- JUILLET: 03 - ETA (pm) enlève Rafael Abaitua, à la place de son père;  
04 - A Burguete, ETA assassine un garde civil;  
12 - A Beyrouth, 113 étarres combattaient avec l'OLP;  
16 - ETA assassine un membre d'AP, Alberto Lopez Jaureizar;  
17 - 4 bombes d'ETA (pm VIII Assemblée) en Euskadi et en Navarre;  
19 - Le fils de l'industriel Limousin est enlevé par ETA;  
22 - Grenade d'ETA dans un bus rempli de militaires. Peu de blessés;



- 31 - Rafael Abaitua libéré par ETA (pm);
- AOÛT: 02 - 2 des étarres kidnappeurs de Limousin arrêtés;  
13 - 7 repentis d'ETA de retour en Espagne;  
22 - Limousin libéré après versement de 15 millions de pts;  
25 - Après une trêve de 40 jours, ETA (m) tue 2 gardes civils à Mungia;
- SEPTEMBRE: 05 - ETA tente d'enlever José Maria Gil Albert;  
08 - La femme d'une victime d'ETA, Maria Dolores Bermiza, se suicide;  
10 - ETA(m) pose 5 kilos de plastic dans une caserne. Pas de blessé;  
14 - ETA assassine 4 gardes civils;  
18 - ETA(pm) VII se dissout. ETA VIII maintient la lutte armée;  
22 - Erandio (Bilbao) : un marin assassiné par ETA;  
26 - La police abat Fernando Barrio Olano, l'un des chefs étarres(m);  
30 - Conférence de presse d'ETA(pm) à visage découvert à Biarritz;
- OCTOBRE: 08 - Le directeur apolitique d'une Mutuelle de Pampelune assassiné par ETA;  
09 - Irun : un capitaine de la Garde civile en retraite assassiné;  
14 - France : arrestation du chef étarre Jesus Abrisqueta Corta "Txutxo";  
15 - Un civil assassiné par ETA à Leiza (Navarre);  
16 - Une grenade contre la résidence du délégué du gouvernement en Euskadi;  
17 - 2 morts d'HB lors d'un affrontement avec la police à Vitoria;  
18 - ETA(m) et Grapo responsables d'explosions à Madrid, Arroniz et Valence;  
21 - Bilbao : un lieutenant de musique blessé par ETA(m);  
25 - Bilbao : ETA(m) tire au lance-grenade contre une patrouille de police;  
28 - Victoire du PSOE aux élections législatives;
- NOVEMBRE: 01 - ETA fait exploser 50 Kgs de dynamite à Vitoria : un mort;  
02 - 6 étarres amnistiés par le conseil des ministres;  
04 - ETA assassine le chef de "Brunete" le général Lago Roman;  
09 - Zumarraga : 8 étarres (m) blessés par leur propre bombe;  
11 - Attentat contre le "Diario de Navarra";  
14 - En pleine rue, ETA enlève un industriel basque;
- DECEMBRE: 02 - ETA cherche 800 millions de pesetas;  
29 - Irun : ETA assassine 2 gardes civils;
- ;  
;  
;  
;  
1983;  
;
- JANVIER: 01 - Manifestations anti-ETA à Irun;  
08 - Une partie dure d'ETA(pm) passe à ETA(m);  
27 - Villava (Navarre) : ETA détruit une caserne de la Garde civile;
- FEVRIER: 17 - Biscaye : arrestation de six membres d'ETA(m);  
22 - Oyarzun : les commandos autonomes incendient l'usine Michelin;  
23 - Bayonne : 4 étarres exilés arrêtés;  
28 - Police autonome du Guipuzcoa : ETA vole 112 pistolets et des uniformes;
- MARS: 04 - France : libération de "Txomin";  
06 - Bilbao : 20.000 manifestants pro-ETA(m);  
07 - Un commando ETA(pmVIII) arrêté;  
21 - ETA kidnappe un chef d'entreprise, Jesus Guibert;  
L'un des chefs d'ETA(pm) "Txangurro" arrêté;  
25 - ETA enlève le frère de Manuel Prado y Colon de Carvajal;  
Oyarzun : un policier assassiné par ETA;

- 27 - Saint-Sébastien : un artificier meurt en désamorçant un piège d'ETA;
- MAI: 04 - Bilbao : ETA assassine trois personnes;  
07 - Santurce : un commando d'ETA arrêté;  
12 - Révolte des prisonniers étarres à la prison de Carabanchel;  
26 - La Garde civile arrête 21 membres d'ETA(m);  
28 - Pampelune : ETA assassine deux gardes civils;
- JUIN: 02 - Biscaye : un commando d'ETA(m) de 3 hommes arrêté;  
03 - Bombes sur la Costa del sol, à Marbella et Fuengirola;  
04 - Un émetteur clandestin d'ETA(m) découvert, un commando arrêté;  
06 - Diego Prado y Colon libéré contre 180 millions de pts;  
07 - Alarme militaire : un commando kamikaze pourrait être lancé;  
27 - ETA assassine un fonctionnaire de l'Aviation civile de Pampelune;
- JUILLET: 06 - Un commando étarre arrêté : il préparait cinq assassinats;  
16 - Bilbao : ETA s'empare de 48 millions de pts à Bilbao;  
23 - ETA assassine un industriel basque d'un tir dans la nuque;  
25 - ETA a suivi des cours de guérilla aquatique en Algérie;  
31 - Deux gardes civils assassinés par ETA;
- AOUT: 05 - Un policier assassiné à Oyarzun par ETA(m);  
20 - 2 bombes dans une caserne de la Garde civile à Laredo;
- SEPTEMBRE: 06 - ETA assassine 2 industriels refEtats-Unisnt de payer son impôt;  
13 - Saint-Sébastien : ETA utilise un lance-grenades contre une caserne;  
15 - Urnieta : un policier assassiné par ETA;  
21 - Logrono : ETA pose 4 Kgs de plastic devant le siège de la police;
- OCTOBRE: 06 - ETA s'empare d'un capitaine pharmacien à Bilbao pour l'échanger;  
12 - Renteria : un garde civil assassiné par ETA;  
18 - Assassinat du capitaine Barrios;  
19 - Arrestation à Bayonne de trois "geos" espagnols;  
28 - 18 ans de prison pour les étarres ayant pris Berga d'assaut;
- NOVEMBRE:03 - Lois antiterroristes exceptionnelles : presque un état d'exception;  
11 - Bermeo : assassinat d'un lieutenant de vaisseau;  
29 - 2 gardes civils blessés dans un attentat à Leiza (Navarre);
- DECEMBRE: 02 - 8 bombes contre des multinationales au Pays basque;  
05 - Attentat raté d'ETA à Madrid;  
10 - 12 ans de prison pour les 5 étarres (pm) qui séquestrèrent Suner;  
15 - Saint-Sébastien : un policier meurt, un autre est blessé;  
16 - ETA sabote la base militaire de Las Bardenas;  
19 - Le GAL assassine l'étarre "Azoiti";  
20 - Le GAL annonce qu'il continuera à tuer des étarres;  
29 - Le GAL assassine "Txapela";
- ;
- ;
- ;
- ;
- 1984;
- ;
- ;
- ;
- JANVIER: 03 - Les étarres créent leur propre système d'autodéfense, contre le GAL;  
10 - 6 dirigeants étarres expulsés de France vers la Guadeloupe;  
13 - Euskadi : la police espagnole pourra collaborer avec la française;  
ETA donne un part de la rançon de Suner à la guérilla du Salvador;  
15 - On parle d'amnistier 800 étarres;

- 25 - Six repentis d'ETA (pmVII) reviennent en Espagne;  
29 - ETA(m) assassine le général Quintana Lacaci : le 9<sup>e</sup> général en 5 ans;
- FEVRIER: 03 - Bilbao : ETA assassine son ancien membre Miguel Solaun, dans un bar;  
04 - Lasarte (Guipuzcoa) : assassinat d'un garde civil en retraite;  
07 - Le GAL assassine deux étarres à Hendaye;  
15 - Baracaldo : un étarre tué par les geos;  
18 - "Iparretarak" tente de faire dérailler le "Talgo" près d'Hendaye;  
23 - Assassinat d'Enrique Casas, candidat socialiste au Guipuzcoa (CAA);  
25 - Le GAL assassine un étarre à Idaux-Mendy (France);
- MARS: 01 - 4 Espagnols assassinent à Hendaye un Français, Jean-Pierre Leiba U;  
Un sous-commissaire en retraite assassiné à Vitoria;  
15 - Benegas et Garaicoechea concluent un pacte contre ETA;  
23 - Pasajes : la Garde civile et les geos exécutent 4 CAA;  
26 - 2 terroristes se font sauter dans leur 2CV à Bilbao;
- AVRIL: 02 - Bilbao : ETA assassine un policier;  
12 - 7 membres du GAL arrêtés à Bordeaux;  
Le Directeur d'"Egin" comparait pour apologie du terrorisme;  
13 - ETA(m) assassine un commandant et deux policiers à Pampelune;  
16 - Le commando "Haizea" d'ETA(m) arrêté en Biscaye;  
17 - Vitoria catastrophe évitée : 150 Kg de plastic sous un car d'officier;  
21 - Bilbao : ETA assassine un garde civil;
- MAI: 03 - Attentat du GAL contre Zugarramurdi, meurtrier de Carrero Blanco;  
07 - Oyarzun : la police tire, un blessé par balle;  
11 - Les étarres qui prirent d'assaut la prison de Berga condamnés à 18 ans;  
13 - ETA tue à Irun un membre présumé du GAL, Rodriguez Sanchez;  
14 - Fuenterrabia : un patrouilleur coulé par ETA : un mort;  
27 - Pampelune : ETA assassine un capitaine de la Garde civile;
- JUIN: 07 - L'attentat contre Eden Pastora serait l'oeuvre de l'étarre Lujua;  
Pampelune : ETA(m) assassine un policier;  
14 - Saint-Sébastien : un garde civil assassiné;  
On annonce le retour possible de 200 étarres "repentis";  
15 - Le commando "Zabarte" démantelé : 2 étarres morts;  
Biarritz : le GAL blesse l'étarre "historique" Perez Revilla;  
25 - 3 membres d'ETA arrêtés à Urnieta;
- JUILLET: 02 - Portugaleta : ETA(m) assassine un lieutenant-colonel en retraite;  
03 - La Garde civile intercepte 5 lettres écrites par "Artapalo";  
10 - 2 étarres arrêtés en France par Interpol;  
78 ans de prison pour un "agent d'information" d'ETA;  
11 - ETA attaque des camions français à Burgos;  
12 - L'étarre Zabarte se "met à table";  
13 - La Belgique accepte d'extrader 2 étarres;  
14 - 4 voitures française incendiées à Pampelune;  
19 - ETA(m) crée un "commando d'assassins" pour exécuter les "repentis";  
Portugaleta : ETA assassine un garde civil des douanes;  
20 - Grâce gouvernementale : les premiers prisonniers d'ETA(m) élargis;  
24 - Renteria : attentat d'ETA contre "Renault";  
25 - Lequeito : ETA assassine un policier;  
27 - Bayonne : "Iparretarak" crève les pneus de 100 voitures françaises;  
28 - Mort de Perez Revilla, étarre "historique";  
29 - "Antxon" arrêté par la police française;

AOÛT: 04 - A Anvers, ETA(pm) fait exploser une bombe au palais de Justice;  
07 - Oiartzun : l'étarre Irizar Imaz tué par la Garde civile;  
13 - "Antxon le grand", alias Pablo Gude, chef des CAA tué par la police;  
14 - Le Grapo appuie ETA contre les intérêts français en Espagne;  
15 - Saint-Sébastien : devant 1.000 personnes, HB encense ETA;  
19 - Guecho : attentat d'ETA, une petite fille blessée;  
26 - Bilbao : violences, 200 blessés;

SEPTEMBRE: 21 - Biarritz : 2 membres du GAL arrêtés;  
22 - Portugaleta : ETA assassine un commerçant;  
23 - La France concède l'extradition de 3 étarres;  
27 - Elburgo : 3 gardes civils assassinés par ETA;  
29 - La police française arrête l'étarre Tomas Linaza;

OCTOBRE: 09 - Elgoibar : 3 blessés par bombe;  
12 - Mort de l'étarre Arriaran Arregui dans une guérilla en Amérique Latine;  
17 - Renteria : assassinat d'un membre d'UGT;  
19 - 5 étarres capturés par leurs compagnons ; ils voulaient se rendre;  
26 - 2 policiers et un garde civil condamnés pour torture;

NOVEMBRE:01 - Saint-Sébastien : 4 gardes civils poursuivis pour tortures;  
07 - 3 membres du GAL arrêtés en France;  
08 - ETA assassine un électricien;  
Arrestation du chef des commandos autonomes, José Martija;  
10 - 5 gardes civils poursuivis pour tortures au Pays basque;  
16 - ETA assassine un Français du GAL, Joseph Couchot, à Behobie;  
18 - Et le GAL assassine un Français, Christian Olazoaga;  
20 - Le chef de HB, Santi Brouard, assassiné par le GAL;  
21 - L'étarre Linaza condamné à 6 mois de prison;  
ETA blesse grièvement le général Luis Roson;  
22 - Euskadi : grève générale après l'assassinat de Brouard;  
23 - Irun : un policier tué;  
26 - Pampelune : 11 kilos de plastic désamorçés;  
27 - Pampelune : une voiture de la Garde civil mitraillée;  
29 - Le commando "Mendaur" d'ETA(m) arrêté à Pampelune;

DECEMBRE:05 - Bilbao : 3 commandos d'ETA (9 hommes) arrêtés;  
Valcarlos (Navarre) : 7 gardes civils sortent indemnes d'un attentat;  
07 - Galdacano : plastic sous une voiture de l'armée : 2 morts;  
18 - Le Tribunal de Pau annule 14 ordres d'expulsion d'étarres;  
153 ans de prison demandés pour 8 membres des Commandos autonomes;  
31 - Azcoitia : ETA assassine l'ex-chef du Movimiento du Guipuzcoa;

En 1984, 22 terroristes morts ; le plus haut chiffre depuis 1978;

;

;

1985;

;

JANVIER: 14 - Le dernier chef d'ETA(pm) Joseba Aulestia se présente devant le juge;  
17 - ETA(m) enlève l'industriel Urteaga, qui refusait de payer l'"impôt";  
24 - José Antonio Ardanza nouveau lendakari d'Euskadi;  
31 - Le quartier général d'ETA(m) pris d'assaut par la police française qui arrête l'étarre Michelena;

FEVRIER: 19 - ETA assassine le directeur du Banco central Tejero Magro;

- 20 - L'étarre Venancio Sebastian Orcajo arrêté à Madrid;
  - 22 - La France expulse l'étarre Linaza au Cap vert;
  - 26 - Saint-Sébastien : un industriel basque assassiné;
- MARS:       01 - Berviozar : un commando d'ETA arrêté;
- 03 - Attentat du GAL dans un bar de Bayonne : plusieurs blessés;
  - 07 - ETA assassine le chef de l'"ertzantza", le colonel Diaz Arcocha;
  - 10 - Vitoria : ETA plastique un relais de TVE;
  - 14 - A l'unanimité, le parlement basque condamne ETA;
  - 22 - 3 bombes en Biscaye et au Guipuzcoa;
  - 23 - Prison d'Herrera de la Mancha : grève de la faim de 141 étarres;
  - 30 - Le GAL assassine le journaliste d'"Egin" Javier Galdeano;
- AVRIL:       03 - Garaicoechea demande l'indépendance d'Euskadi;
- 12 - ETA provoque un incendie à l'usine "Koipe" de Saint-Sébastien;
  - 16 - Pampelune : 6 kg de plastic contre l'escorte du vice-président local;
  - 17 - L'étarre Martinez Beiztegui, extradé par la France, mis en liberté;
  - 21 - L'étarre Galdeano condamné à 54 ans de prison pour deux attentats;
  - 25 - ETA(m) menace de s'attaquer au tourisme sur toute la côte;
  - 29 - Galdacano : ETA assassine un employé;
- MAI:        02 - Des bombes étarres sur la côte levantine;
- 07 - Une bombe d'ETA sectionne les jambes et un bras d'un policier;
  - 16 - Basauri : ETA tue un policier et en blesse onze autres;
  - 18 - Un chauffeur de taxi assassiné par ETA;
  - 19 - Vitoria : la police désamorce une bombe de 25 Kgs de plastic;
  - 22 - ETA assassine deux policiers au mont Celia;
  - 26 - ETA assassine un inspecteur alors qu'il promène son fils de trois ans;
- JUIN:       12 - ETA assassine 4 personnes, dont le colonel Romero à Madrid;
- 15 - Le GAL assassine par erreur deux gitans à Ciboure, en France;
  - 18 - Santurce : un caporal de la Garde civile assassiné;
- JUILLET:    02 - Pampelune, un policier blessé dans un bar;
- 07 - 2 étarres s'échappent de la prison de Martutene;
  - 09 - Saint-Sébastien : assassinat de 2 gardes civils;
  - 29 - Assassinat du vice-amiral Fausto Escrigas, directeur de la Défense;
- AOUT:       02 - Le GAL assassine un ex-membre du "commando Madrid";
- 04 - Elgoibar : 4e mort en 6 jours, ETA assassine un garde civil en retraite;
  - 16 - ETA assassine Clément Perret, l'un des leaders du GAL, à Castellon;
- SEPTEMBRE:    09 - Voiture-bombe d'ETA à Madrid : 18 gardes civils blessés, un mort;
- 13 - 70 % des policiers d'Euskadi ont demandé à changer d'affectation;
  - 14 - Vitoria : attentat, un policier meurt, un Basque amputé des 2 jambes;
  - 23 - Le secteur le plus dur d'ETA s'oppose à la négociation;
  - 26 - Bayonne : attentat du GAL, qui cause la mort de 4 étarres;
- OCTOBRE:    11 - Le gouvernement offre une réinsertion à 150 étarres;
- 13 - 4 membres du secteur dur d'ETA acceptent la réinsertion;
  - 21 - Des étarres arrêtés allaient commettre un attentat contre Barrionuevo;
  - 26 - Une grenade contre la caserne de Basauri;
  - 30 - Arrestation d'un commando à Vigo;
- NOVEMBRE: 11 - L'étarre Venancio Horcajo condamné à 18 ans de prison;
- 18 - 4 membres du GAL arrêtés à Marseille;
  - 23 - L'étarre ayant enlevé le père de Julio Iglesias grâcié;
  - 25 - ETA assassine deux soldats et un garde civil;
- Juan Aramburu, étarre réfugié arrêté en France;

- 26 - ETA assassine un garde civil qui avait déjà échappé à un attentat;  
DECEMBRE: 05 - 4 membres du GAL devant les tribunaux;  
06 - Un garde civil assassiné à Mondragon;  
15 - Bavure : Mikel Zabalza retrouvé noyé dans la Bidassoa, les mains liées;  
18 - Pampelune : 12 policiers en civil attaquent des manifestants;  
23 - Pampelune : ETA assassine le général de la Garde civile Atares;  
28 - 3.000 manifestants pro-ETA devant la prison de Herrera de la Mancha;  
;  
;  
;  
1986;  
;  
;  
JANVIER: 01 - ETA enlève le dirigeant de l'Athletic de Bilbao, Juan Pedro Guzman;  
05 - Bombes contre des bureaux américains à Bilbao;  
10 - Juan Pedro Guzman libéré par les Géos : 20 arrestations;  
15 - 3 étarres tués lors d'un affrontement avec la police;  
20 - ETA blesse 2 gardes civils sur l'autoroute de Bilbao;  
21 - 2 membres d'ETA (pm) expulsés de France vers le Cap vert;  
27 - Prison de Carabanchel : grève de la faim de prisonniers ETA et Grapo;  
FEVRIER: 01 - Alava : la police arrête 4 étarres;  
La France juge 4 dirigeants d'ETA(m) dont Lasa Mitxelena;  
04 - Renteria : un policier et sa fille de 9 ans blessés dans un attentat;  
06 - ETA(m) assassine à Madrid l'amiral Cristobal Colon de Carvajal;  
13 - Saint-Jean-de-Luz : le GAL mitraille un réfugié basque;  
15 - L'étarre "Juanra" expulsé de France vers le Cap vert;  
18 - Bidarray : le GAL assassine par erreur un paysan et une jeune fille;  
;MARS: 03 - 5 bombes d'"Iparretarak" dans le sud de la France;  
04 - Les Etats-Unis dénoncent la présence de terroristes de l'ETA au Nicaragua;  
07 - Vitoria : 4 étarres arrêtés accusés de 5 assassinats, dont Diaz Arcocha;  
10 - Saint-Sébastien : ETA enlève le président de "Krafft";  
13 - Bayonne : la Justice française condamne 4 étarres à 5 ans de prison;  
21 - Les étarres kidnappeurs du père de Julio Iglesias sont amnistiés;  
25 - Pampelune : 2 étarres du commando "Nafarroa" blessés par la police;  
AVRIL: 09 - Un membre d'"Iparretarak" condamné à 5 ans pour un attentat;  
14 - L'étarre Mercedes Galdos reconnaît avoir commis 17 assassinats;  
18 - 11 étarres(m) arrêtés par la Garde civile au Guipuzcoa;  
25 - Le commando Madrid assassine 5 gardes civils avec une bombe de 20 Kgs;  
26 - "Txomin" arrêté par la police française;  
MAI: 02 - Un membre du PC de 77 ans assassiné par ETA d'un tir dans la nuque;  
06 - L'étarre Zabarte Jainaga condamné à 29 ans de prison;  
08 - Attentat manqué contre Hernandez Gil, président du Pouvoir judiciaire;  
20 - Un policier assassiné par ETA alors qu'il joue à la pelote basque;  
30 - Le GAL Pierre Baldès condamné à Pau à la réclusion à perpétuité;  
JUIN: 02 - Bombe d'ETA à Estepona;  
ETA assassine un avocat basque de 85 ans, fondateur du "Diario vasco";  
08 - Mondragon : ETA assassine un garde civil;  
10 - Heurt à Bilbao pour la mort de l'étarre Asensio : Ziluaga d'HB blessé;  
15 - ETA(pm) annonce son prochain retour à la lutte armée;  
17 - ETA assassine à Madrid Ynestrillas et 2 autres militaires;  
19 - Arrestation du commando d'ETA "Orbaizeta", coupable de 26 actions;  
24 - "Txomin" : 3 mois fermes en France pour s'être enfui de sa résidence;

- 25 - Le GAL semble cesser son activité;
- 28 - ETA(m) assassine un garde civil à Zarauz;
- JUILLET: 13 - "Txomin" déporté par la France au Gabon;
- 14 - Attentat d'ETA à Madrid : 10 gardes civils meurent;
- 21 - ETA attaque le ministère de la Défense avec un tir de 6 mortiers;
- 24 - L'étarre Esnaola Lasa condamné à 25 ans de prison;
- 26 - ETA assassine 2 gardes civils à Arechavaleta avec une voiture-bombe;
- 29 - La police française arrête 11 membres d'"Iparretarak";
- AOUT: 18 - ETA assassine un colonel d'artillerie à Villareal (Alava);
- ;SEPTEMBRE: 10 - L'ex-chef étarre repentie "Yoyes" abattue par ses anciens compagnons;
- 26 - 30.000 policiers recherchent le "Commando d'Espagne" d'ETA;
- OCTOBRE: 15 - Attentat à Barcelone d'ETA et Terra Lliure : un mort;
- 16 - ETA enlève le plus vieux militant PNV d'Alava;
- 18 - 400 anciens étarres appuient l'hommage à "Yoyes";
- 23 - Les 3 étarres assassins d'un garde à Renteria condamnés à 200 ans;
- 25 - ETA assassine le gouverneur militaire du Guipuzcoa Garrido Gil;
- 28 - Un policier assassiné devant son fils à Bilbao;
- NOVEMBRE:01 - La Ertzantza libère Aguinagalde ; un mort;
- 05 - Hendaye : la police découvre un arsenal d'ETA;
- 26 - "Txomin" demande de voter pour HB;
- DECEMBRE :12 - Zarauz : une bombe blesse grièvement le concessionnaire Renault;
- 14 - "Iparretarak" libère 2 de ses dirigeants de la prison de Pau;
- 20 - Après un attentat d'ETA, la société française Degremont quitte Euskadi;

1986 : il y a eu 285 attentats terroristes;

;  
;  
;  
1987 ;  
;  
;  
;

- JANVIER: 14 - 2 membres du PNV accusés d'appartenir au commando d'ETA(m) "Pertur";
- 16 - Le fameux "commando Madrid" ou "commando Espagne" arrêté;
- 17 - Découverte d'un arsenal d'ETA dans la sierra de Madrid;
- 27 - Un industriel de Pampelune ouvre un paquet-bombe et décède;
- 28 - L'étarre Yoldi accrédité au parlement bas. Incidents;
- 30 - Saragosse : attentat d'ETA à la voiture-bombe, 2 morts, 40 blessés;
- FEVRIER: 07 - "Peixoto" : "il faudra qu'ETA gagne politiquement";
- 24 - Dérogation de la loi antiterroriste, traité anti-nucléaire;
- MARS: 02 - Mort accidentelle de "Txomin", chef d'ETA(m) en Algérie;
- 08 - Enterrement de "Txomin" à Mondragon : acte massif d'appui à ETA;
- 09 - Vitoria : attentat d'ETA contre un lieutenant;
- L'hommage à "Txomin" dénoncé comme un délit d'apologie du terrorisme;
- 15 - Pampelune : l'arme d'un étarre s'enraye, un colonel a la vie sauve;
- 18 - Guipuzcoa : explosion de deux bombes
- AVRIL: 02 - Le FLN algérien considère qu'ETA est un mouvement de libération;
- 05 - Tafalla (Navarre) : 2 étarres explosent avec leur bombe;
- 09 - L'étarre historique "Tropa" remis à l'Espagne par la France;
- 18 - Découverte de trois caches du commando "Txapala";
- 28 - HB présente l'étarre historique "Peixoto" comme eurocandidat;
- Arrestation du commando "Iparralde", également membre d'HB;

- MAI: 20 - Barrionuevo pense qu'ETA possède un Commando Madrid bis, de 6 membres;
- JUIN: 01 - Opération anti-ETA à Madrid : 500 policiers y participent;  
06 - La Garde civile trouve à Llobregat un arsenal d'ETA;  
11 - L'étarre Yoldi condamné à 25 ans de prison par un tribunal basque;  
12 - Explosion d'une voiture-bombe à Saint-Sébastien : trois blessés;  
16 - Un refuge d'ETA découvert à Cestona;  
19 - "Hipercor" à Barcelone : bombe d'ETA, 17 morts, 30 blessés;
- SEPTEMBRE: 05 - Les membres du "Commando Barcelone", meurtriers d'"Hipercor" arrêtés;  
08 - ETA assassine un sous-lieutenant de la Garde civile à Bilbao;  
En trois ans, 41 gardes ont été assassinés;  
10 - Un "ertzantza" et sa femme arrêtés. C'est Pedro Gametxo, étarre;  
18 - Deux bombes au club maritime de Santander;  
26 - L'assassin de "Yoyes", José Lopez Ruiz "Kubati", arrêté;  
Le chef des CAA Francisco Imaz Martiarena extradé par la France vers l'Espagne;  
27 - La police menace ETA de l'exterminer comme de "vils rats";  
30 - "Santi Potros", chef des commandos exécutifs d'ETA, arrêté en France;  
Et l'essentiel des archives d'ETA découvert;  
Début du procès du "Commando Madrid";
- OCTOBRE: 01 - 15 arrestations en Euskadi après la prise de "Santi Potros";  
03 - Raid de la police française contre ETA : 60 arrestations;  
04 - Le banquier Martinez Cortina, adjoint de Boyer, était la prochaine cible d'ETA;  
07 - Encore deux chefs étarres arrêtés : "El Mono" et "El Peque", en France;  
Euskadi : barricades et véhicules incendiés en guise de protestation;  
17 - Bombe d'ETA à Pampelune : une victime, une femme de 63 ans;  
25 - Le syndicat de l'"Ertzantza" critique le gouvernement basque;  
28 - Le frère de "Txomin" arrêté en France;  
30 - Le PNV présente 48 candidats à l'"Ertzantza" : 41 élus;
- ;NOVEMBRE: 01 - Trois étarres réfugiés au Venezuela remis à l'Espagne;  
04 - Un "ertzantza" étarre condamné à 14 ans de prison;  
05 - 240 ans de prison pour huit étarres à Madrid;  
09 - Gonzalez présente à Mitterrand le pacte anti-ETA élaboré par les partis;  
26 - L'assassin de "Yoyes", Jose Antonio Lopez Ruiz "Kubati" arrêté;  
Le chef des CAA, Francisco Imaz Martiarena extradé;  
28 - Le commissaire Amedo poursuivi : il serait le chef du GAL;
- DECEMBRE : 01 - Le Gouvernement propose un pacte pour donner un statut égal à toutes les autonomies;  
Deux "galeux" jugés à Pau, condamnés à perpétuité;  
02 - Deux étarres arrêtés en Biscaye; l'un d'entre eux est un des correspondants d'"Egin";  
05 - ETA demande qu'Elgorriaga obtienne un mandat de Gonzalez pour négocier;  
11 - Plasiencia : un sergent de la Garde Civile assassiné;  
12 - attentat d'ETA à Saragosse : 11 Gardes Civils assassinés. Jean Paul II envoie ses condoléances;  
16 - 52 ans de prison pour quatre étarres;  
17 - Toutes les institutions basques s'unissent pour condamner ETA;  
Bilbao : une voiture piégée remplie d'amonal et de grenaille désamercée;  
2205 ans de prison requis contre le "commando Madrid";  
19 - Bayonne : un camion d'ETA contenant 1,5 tonne d'explosifs saisi par la police;  
26 - Caravane de soutien à ETA : 130 autocars, 7000 personnes dans la région d'Herrera;  
28 - En France, 162° expulsion d'un réfugié basque vers l'Espagne.



N&E4-4  
ANNEXE 1

Le dernier long communiqué politique publié par ETA

COMMUNIQUE D'ETA AU PEUPLE BASQUE

ETA, organisation Socialiste Révolutionnaire Basque de Libération Nationale :

- vu la nouvelle phase dans laquelle entre l'inévitable processus de libération nationale,
- afin d'assumer avec force et décision le défi que cela représente,
- et pour couper court à l'offensive d'intoxication psychologique déployée par l'Etat espagnol qui nous opprime :

veut faire connaître au Peuple Basque le contenu des rencontres qui ont eu lieu entre des représentants d'ETA et de l'Etat espagnol oppresseur.

Nous voulons éclairer toute interprétation suscitée par les démarches réalisées dans la présente conjoncture politique, ainsi que les manoeuvres d'intoxication que l'Etat oppresseur espagnol est susceptible d'élaborer à ce sujet. Nous précisons donc que l'unique accord qui puisse déboucher sur un armistice sera la signature de l'Alternative tactique de KAS, écartant ainsi toute fausse expectative ou analyse qui prétendrait ignorer ou amoindrir la réalité nationale basque et ses plus profondes aspirations fidèlement reprises dans l'Alternative.

Nous devons situer le début de ces conversations tout comme l'offensive généralisée contre le Mouvement de Libération Nationale Basque, dans un large contexte politique et économique international, dans lequel l'Etat oppresseur espagnol a trouvé la couverture adéquate pour conjuguer simultanément une agression sans précédent contre le Mouvement de Libération Nationale Basque, avec l'extension du cadre du conflit au terrain diplomatique, poussé en définitive par la propre ascension et le renforcement des positions du Mouvement de Libération Nationale. Ces conditions nouvelles ont donc donné lieu à un cadre de conversation qui vient ajouter un champ de lutte supplémentaire aux luttes armée, de masses et institutionnelle.

Nous ne devons pas oublier que derrière cette manoeuvre politique (où dans une première phase l'Etat oppresseur espagnol, par le PSOE son gestionnaire, a prétendu montrer pour la galerie une ouverture apparente au dialogue), se cachait une réelle absence de volonté de dialogue. Pour cette raison, nous devons rejeter toute tentation de triomphalisme qui n'engendrerait que d'illusoires espérances.

Il faut cependant affirmer, au delà de la violence que peut atteindre l'offensive du PSOE, la conséquence que nous constatons est la reconnaissance de fait par le Pouvoir de la légitimité de la lutte du Peuple travailleur Basque avec ETA à sa tête, et l'impossibilité dans laquelle il se trouve d'écraser le Mouvement de Libération Nationale au moyen de la répression. Voilà ce que signifie implicitement l'établissement de ces contacts.

D'autre part, l'évaluation politique que nous devons faire des relations historiques avec l'Algérie est sans aucun doute positive, en raison de la solidarité démontrée par ce pays maghrébin envers la cause du Peuple basque. En plusieurs occasions, l'Algérie a fait prévaloir la Solidarité internationaliste, solidarité qui se conjugue à tout moment avec la défense légitime et nécessaire de ses intérêts généraux; elle qui a su être une terre fraternelle pour le Peuple Basque et son Mouvement de Libération Nationale, en accueillant sur son territoire certains de nos compagnons et compagnes, et en consentant à être l'intermédiaire dans les contacts entre ETA et l'Etat espagnol.

Les raisons qui nous poussent donc au maintien de ces rencontres - comprises comme l'ouverture d'un front supplémentaire à l'intérieur de la stratégie indépendantiste et socialiste dans laquelle le Mouvement de Libération Nationale doit livrer bataille - sont la recherche des conditions

nécessaires à un cadre de négociation, consécutif et supérieur au cadre actuel d'entretiens, qui puisse déboucher à son tour sur certains accords entre ETA et l'Etat espagnol englobant la souveraineté nationale et l'unité territoriale du Pays Basque telles qu'elles figurent dans l'Alternative tactique (KAS). Cela supposerait l'armistice et la paix et, si les accords n'étaient pas respectés, l'affrontement armé.

Donc, notre ouverture doit demeurer claire, ainsi que notre volonté de trouver une solution négociée, malgré l'intransigeance et l'étroitesse d'esprit des Pouvoirs de fait et de leurs gestionnaires.

\*\*\*\*\*

Après cet exposé général, nous rendons compte de la suite des rencontres qui ont eu lieu postérieurement à la dernière déclaration d'ETA sur ce thème :

Le 18 septembre 1987 a eu lieu une nouvelle rencontre entre BALLESTEROS et Antxon ETXEBESTE représentant respectivement l'Etat espagnol et ETA. Dans les points abordés, ETA exprime son appréciation sur les fuites suscitées à des fins d'intoxications, et souligne ensuite l'inconvénient du fait que les représentants de l'Etat soient des membres du Ministère de l'Intérieur ou des agents politiques qui en dépendent, faits indiquant le manque d'une volonté authentique de dialogue de la part de l'Etat. Ensuite, et en réponse aux demandes formulées par le représentant de l'Etat au sujet des interlocuteurs potentiels, le niveau des contacts et la date de la prochaine rencontre, ETA signale qu'il est indispensable que participe à ces conversations un représentant de l'Etat du plus haut niveau dans le but d'amorcer une phase de conversations de caractère politique visant à préparer un futur cadre d'accords possible, la prochaine date restant à déterminer en fonction de la réponse de Madrid.

\*\*\*\*\*

La rencontre suivante a lieu les 15 et 16 octobre 1987. Y participent ANTXON pour le Mouvement de Libération Nationale et Julian ELGORRIAGA pour le gouvernement espagnol, comme représentant de Felipe GONZALEZ et avec les plus grands pouvoirs. Comme bilan de ces journées, il faut constater que les thèses gouvernementales n'ont pas évolué, se limitant à la défense de la légitimité de la Réforme, et insistant sur le fait que le cadre d'un dialogue politique doit être celui des institutions, soulignant sa volonté d'appliquer à la lettre le Statut des Vascongadas, de réduire les contingents policiers, affirmant à propos de la Navarre qu'il existe dans l'actuel statut des Vascongadas des possibilités conduisant à l'intégration de cette province et que c'est elle qui doit se déterminer en dernier ressort.

ETA rétorque une fois de plus que la Réforme est un diktat de Madrid et un héritage du franquisme qui rencontre un important niveau de rejet au Pays Basque, comme le mettent en évidence :

- le rejet amplement majoritaire que récolta en Euskadi le référendum de la Réforme sur la Constitution espagnole,
- le NON catégorique et unanime prononcé par le Peuple Basque au référendum scandaleux et manipulateur sur l'appartenance à l'OTAN, dont les résultats et la signification politique sont antidémocratiquement ignorés,
- l'ascension constante et ininterrompue d'HERRI BATASUNA, tout comme l'existence de ces mêmes contacts, en tant que preuve de la force des thèses du Mouvement de Libération Nationale Basque, contrastant avec la division, le recul et la faiblesse politique des forces réformistes, celles-ci se trouvant complètement hypothéquées par les impératifs de Madrid. Et donc, si malgré tout cela elles maintiennent dans l'ensemble leur implantation au même niveau, cela est dû au fait qu'il n'a pas été possible de défendre à égalité l'alternative KAS et celle en vigueur.

Tout au long de ces réunions, Julian ELGORRIAGA affirme offrir "une issue digne, l'incorporation à la vie politique et sociale avec la tête haute, ainsi que la libération progressive des prisonniers.", éludant toujours le problème de fond, démontrant une attitude intransigeante et un profond aveuglement quant aux racines de l'affrontement. ETA insiste à nouveau sur l'appui dont bénéficie la lutte de Libération Nationale et sur la conviction que l'Alternative KAS est le fidèle reflet d'aspirations majoritairement ressenties par le Peuple Basque et qu'il plébisciterait si on lui en donnait la possibilité.

Pour terminer, ETA demande que ces contacts se maintiennent dans un cadre réservé et qu'il soit mis un terme aux fuites tendancieuses, les deux délégations devant se réunir dans les trois semaines.

\*\*\*\*\*

Le 21 novembre 1987 a lieu un nouveau contact au cours duquel ETA dénonce à nouveau le manque de sérieux de l'attitude l'Etat qui multiplie les fuites, ce qui enlève toute crédibilité par sa façon d'agir. Malgré cela, ETA montre sa volonté de poursuivre les contacts.

Une fois abordées les questions restées en suspens lors de la dernière rencontre, il faut noter la manière catégorique dont Julian ELGORRIAGA affirme que le gouvernement de l'Etat est disposé à aborder les questions politiques avec ETA, la condition de la poursuite des conversations étant l'arrêt des exécutions. En réponse, le représentant d'ETA souligne que poser des questions de principe avant celles qui permettent d'ouvrir la voie à un accord possible dénote un grand aveuglement, ce qui sous-entend le côté vacillant de la volonté du PSOE à régler le conflit. Tant les fuites répétées d'informations que les principes invoqués permettent au PSOE de provoquer la rupture des conversations. Ceci est l'indice qu'arrivés à ce point les Pouvoirs de fait (armée, oligarchie) sont confrontés à de graves contradictions et ont pour objectif de faire échouer les entretiens par des arguties, ce qui leur servira d'auto-justification devant l'opinion internationale, tout en accusant ETA d'avoir rompu les conversations.

\*\*\*

Le 18 décembre dernier, l'Etat oppresseur espagnol communique par l'intermédiaire des autorités algériennes sa décision de suspendre les contacts jusqu'à nouvel ordre et de demander à ETA une trêve, avec l'engagement formel de l'Organisation de ne faire aucun attentat durant cette période. Si cette proposition est acceptée, le gouvernement espagnol s'engage à renouer les contacts durant cette période, afin de préparer parallèlement une plateforme de négociations. Il s'établirait des contacts officiels PSOE-HERRI BATASUNA, sans conditions ; contacts qui seraient ouverts plus tard aux autres partis basques. Ces contacts pourraient avoir lieu en Euskadi, à Madrid ou en Algérie. Le gouvernement espagnol pourrait étudier un référendum sur des sujets de compétence autonome : affaire à mettre au clair avec HERRI BATASUNA.

Si cette proposition est refusée, l'Etat oppresseur espagnol menace ETA d'une série de représailles, ce qui représente un chantage inacceptable.

\*\*\*

Le moment est donc important dans le processus de Libération Nationale, mais il est patent que les dernières actions d'ETA ont bouleversé certaines analyses superficielles ou excessivement policières qui existaient sur l'état du Mouvement de Libération Nationale Basque et de ETA.

Le PSOE lui-même a compris la futilité de vouloir vendre au reste des partis politiques, à l'opinion publique de l'Etat et à l'opinion internationale, l'image d'une victoire imminente sur ETA.

Ceci affaiblit totalement un Pacte Anti-abertzale, construit essentiellement sur la supputation d'une faiblesse supposée d'ETA, et ce avec la collaboration honteuse des directions du PNV et d'ETA, dont le caractère capitulaire, la faiblesse politique et l'absence totale de marge de manoeuvre

aboutissent inévitablement à se plier aux ordres du pouvoir central et à d'obscurs intérêts économiques, étrangers à l'intérêt collectif du Peuple Basque. Il est indubitable que ce manque de réalisme sur la capacité de contre-offensive de notre Organisation a fait naître des contradictions importantes entre les secteurs qui réduisent la solution du conflit à une simple affaire policière et ceux qui veulent combiner dans leur stratégie la répression et les moyens politiques. Toute la manoeuvre réalisée pour créer d'abord et détruire ensuite l'illusion d'une solution négociée au contentieux existant entre le Peuple Basque et l'Etat oppresseur espagnol a été dévoilée, et il a été démontré qu'en fait tout continue comme avant.

La fermeté et la progression continue des positions d'un Mouvement de Libération Nationale, porte-drapeau d'une solution négociée, construite sur la reconnaissance pratique de la Souveraineté Nationale basque, unique alternative pour la paix, ainsi que le malaise d'un ample secteur de la population en désaccord avec le contexte politique et avec la situation économique, et la progressive augmentation du mécontentement social sont quelques-uns des facteurs qui définissent le grave panorama auquel se trouve confronté le PSOE en tant que gestionnaire actuel des Pouvoirs de Fait.

\*\*\*

Les conversations, nous insistons sur ce point, doivent constituer un front supplémentaire de lutte, prenant en compte la lutte armée, la lutte des masses et le combat institutionnel. Tous quatre au service de la même stratégie et conçus comme un moyen d'atteindre nos objectifs. La vigueur de la ligne du Mouvement de Libération Nationale Basque et nos convictions sont la garantie du développement correct de ce nouveau front de lutte, où l'honnêteté révolutionnaire doit nous permettre d'en relever le défi.

Compte-tenu de ces paramètres, et afin de démontrer à l'opinion publique basque et de l'Etat, comme au niveau international, notre authentique volonté de dialogue (élément dont jusqu'à présent l'Etat oppresseur espagnol a su tirer profit), et dans la perspective de créer un climat propice au dialogue, ETA a jugé indispensable de faire une contre-proposition à l'Etat oppresseur espagnol(...)

La proposition d'ETA a été la suivante :

Invitation est faite aux représentants de l'Etat pour une nouvelle rencontre entre délégations de l'Etat et du Mouvement de Libération Nationale Basque, en faisant préciser à cette délégation s'il existe une authentique volonté de dialogue.

En fonction de cela, ETA exprime sa volonté de contribuer à créer un climat propice au dialogue susceptible de favoriser l'institutionnalisation d'un cadre de Négociations dans lequel sera recherché une solution politique négociée pouvant constituer une base solide dans la résolution du contentieux qui oppose le Peuple Basque à l'Etat oppresseur espagnol.

Pour construire la paix et en opposition avec l'attitude répressive du gouvernement espagnol(...)EUSKADI TA ASKATASUNA estimerait convenable de formuler une autre proposition qui serve de point de départ à une plateforme de Conversations conditionnant ladite proposition au résultat de cette réunion préliminaire.

Au cas où la réponse de l'Etat espagnol serait positive et comme preuve de la volonté de trouver une solution au contentieux, (avec la conviction qu'au delà des vicissitudes, le processus des conversations serait irréversible et, tôt ou tard - en dépit même de la répression intérieure et internationale que serait capable de déclencher le gouvernement espagnol - déboucherait sur une Négociation (...) impliquant la Normalisation politique et la construction nationale d'Euskal Herria), EUSKADI TA ASKATASUNA veut communiquer au Peuple Basque le contenu de la proposition faite à l'Etat oppresseur espagnol, sous réserve de la réunion citée plus haut :

a) ETA observerait durant une période de convenue entre les deux parties, et non supérieure à 60 jours, une trêve partielle de caractère officiel qui supposerait la cessation provisoire des exécutions, (sauf en cas d'affrontements fortuits), comme preuve de sa volonté de dialogue.

b) Les Conversations devraient recommencer dans la période suivant immédiatement la conclusion de de la trêve, (...) chacune des parties devant en étudier la composition avec un ordre du jour à établir par les deux délégations, avec la volonté expresse de constituer un cadre de Négociations conduisant à une Solution Politique Négociée du conflit.

c) Acceptation par le Gouvernement Algérien d'un rôle de Médiateur dans les conversations, pour en effectuer le contrôle politique et avec la promesse de faire respecter les accords rédigés.

Gora Euskadi Askatuta !

Gora Euskadi Sozialista !

ETA

EUSKADI TA ASKATASUNA

Euskadi, 28 janvier 1988.

(Les quelques coupures mineures marquées par des (...) n'affectent que des redites et des lourdeurs rendant illisible un texte déjà peu allègre...)

Traduit de l'espagnol par nos soins.

N&E4-5

ANNEXE 2

Exemple de communiqué publié par ETA :

"Communiqué d'ETA au peuple Basque"

ETA, organisation socialiste révolutionnaire Basque de libération nationale revendique l'exécution de José Larranaga Arenas, le 31 décembre à Azkoitia.

José, fasciste réputé, militant des années durant au "Movimiento" et collaborateur des forces d'occupation, a constamment contre les intérêts du peuple Basque. C'est pourquoi ETA l'a désigné comme ennemi.

Conscient qu'ETA avait décidé de s'en prendre à lui, José s'était éloigné d'Euskadi-sud. Il voulait ainsi déjouer notre action, mais il n'avait pas renoncé à ses activités fascistes et anti-basques : il continuait à militer dans des organismes fascistes et faisait de fréquents voyages en Euskadi-sud.

A ceux qui ont abandonné l'idéal d'indépendance d'Euskadi, et qui considèrent que notre action est injuste, nous disons que la vraie injustice réside dans le fait que l'Etat oppresseur espagnol ne permette pas au peuple Basque de choisir son propre destin. Il est, de même, injuste qu'on ait privé par la force des armes les Basques de leur liberté, et qu'on veuille les soumettre à un destin inique : leur faire oublier qu'ils sont un peuple, jouissant de tous ses droits.

Non seulement José défendait cette injustice, mais il y collaborait. C'est pour cela que nous l'avons exécuté. Notre acte s'inscrit dans le processus de lutte pour la libération d'Euskadi.

Ainsi, en affrontant notre ennemi, résolument, sans démagogie, nous le contraindrons à reconnaître nos droits.

GORA EUSKADI ASKATUTA

(Vive le Pays Basque Libre)

GORA EUSKADI SOZIALISTA  
(Vive le Pays Basque socialiste)  
Euskadi, le 2 janvier 1985

EUSKADI TA ASKATASUNA  
=E.T.A.=

N&E4-6  
ANNEXE 3  
Programme minimum de la gauche Abertzale Combattante

Alternative K.A.S.  
(Koordinadora Abertzale Sozialista)

1. AMNISTIE, soit, Libération de tous les prisonniers politiques Basques.
2. LIBERTES DEMOCRATIQUES, c'est-à-dire, Légalisation de tous les Partis Politiques indépendantistes, sans leur imposer de modifications de leurs statuts.
3. RETRAIT D'EUSKADI de la Guardia Civil, de la Policia Nacional et du Cuerpo Superior de Policia.
4. AMELIORATION des CONDITIONS de VIE et de TRAVAIL pour les classes populaires et en particulier pour la classe ouvrière.
5. STATUT D'AUTONOMIE, avec comme conditions minimales requises :

- qu'il englobe les QUATRE REGIONS historiques d'Euskadi Sud,
- qu'il reconnaisse la SOUVERAINETE NATIONALE d'Euskadi, son droit à l'Autodétermination incluant le Droit à la création d'un Etat propre et indépendant,
- qu'il reconnaisse les liens nationaux existants entre EUSKADI NORD et EUSKADI SUD,
- que les UNITES DE DEFENSE CIVILES, qui remplaceront les actuelles forces répressives, soient créées par le Gouvernement Basque et dépendent uniquement de lui,
- que les FORCES ARMEES en place en Euskadi soient sous contrôle du Gouvernement Basque,
- que le Peuple Basque dispose de pouvoirs suffisants pouvant lui permettre de se doter à tout moment des STRUCTURES ECONOMIQUES qu'il estimera, du point de vue social et politique, nécessaires à son progrès et son bien-être,
- que l'EUSKARA soit la langue officielle et prioritaire d'Euskadi.

N&E4-7

ANNEXE 4  
IPARRETARRAK (IK)

Si depuis bientôt trente ans, le terrorisme ensanglante le pays basque espagnol, force est de constater que le modèle Etarre n'est pas des plus suivi en Euskadi-nord : les élections dans cette région créditent en permanence les séparatistes d'un peu moins de 3 % des voix. Une infrastructure terroriste existe toutefois, c'est IPARETARRAK "les Etarres du Nord" fondé vers 1973 par Philippe Bidart.

Bidart est né en 1953 à Saint-Etienne de Baïgorry, un ravissant village entre la Nivelle et le col d'Ispeguy, à quelques kilomètres de l'Espagne. Sa famille, nationaliste basque, très croyante, a été très marquée par la guerre d'Espagne, la répression franquiste et les souffrances des frères du sud de la frontière. Philippe commence par se faire une petite notoriété en étant un champion de pelote basque, accédant même à la finale des championnats de France junior. Il entre ensuite au séminaire d'Ustarriz, où il se lie avec des prêtres indépendantistes. Très actif durant son service militaire, il

effectue des stages commando. Tenté un moment par la prêtrise, il finit par enseigner dans une école en langue basque ("Ikastolak") puis vend, à Biarritz des ouvrages et objets artisanaux basques. Très marqué par le procès de Burgos, Bidart s'engage aux côtés des Etarres (filatures, renseignement, logistique). Fasciné par l'ETA, il réunit un petit groupe et se lance dans l'activisme, quoiqu'à un niveau modeste : attaque d'une pharmacie, plasticage d'un relais de chasse, attentats lors du passage du Tour de France et contre les locaux d'un institut psycho-pédagogique. Nous sommes alors en 1973.

C'en est fini du cénacle qui se présentait jusqu'alors comme un mouvement politico-culturel oeuvrant, sans violence, pour une prise de conscience du fait national basque.

Le 18 mars 1980, IK fait le saut : deux de ses militants sont tués par leur propre bombe, alors qu'ils tentent de piéger la voiture du sous-préfet de Bayonne. A leur enterrement, on ne dénombre pas moins de quatorze prêtres. On commence alors à prendre au sérieux les "agités" de Baïgorry. Le 7 novembre 1981, un commando de deux hommes attaque la caisse d'épargne de Saint-Paul-les-Dax. Sur la bande vidéo qui a enregistré l'action, on reconnaît les deux assaillants : Xavier Manterola, arrêté peu après et Philippe Bidart. C'est pour lui le début de la traque. En mars 1982, on retrouve sa trace lors de l'assassinat au pistolet-mitrailleur de deux CRS, à Saint-Etienne de Baïgorry. Formellement reconnu, tout comme son adjoint Joseph Etcheveste, il déclare à ses proches qu'il s'agit d'une "bavure", qu'il ne cherchait pas à tuer. Qu'importe, le pas est alors définitivement franchi : Bidart devient un symbole, attire dans la région plusieurs compagnies de CRS. Cela ne fait guère l'affaire d'ETA, mécontente d'être dérangée dans son "sanctuaire".

La liste des actes de guérilla s'allonge : an août 1983, une fusillade a lieu à Leon, dans les Landes, au camping Lou Pantaou : un gendarme est tué, un autre blessé. Là encore, Bidart est reconnu. C'est de cette période que datent les véritables débuts médiatiques d'IK. Un manifeste est diffusé : officialisation de la langue basque, l'"Euskera", mise en place d'une planification économique appropriée, définition d'un cadre institutionnel "permettant au peuple basque de déterminer librement son avenir". IK se dote d'un bulletin d'information, "Ildo", et d'une série de relais, les Herri Taldeak (constitués sur le modèle de Herri Batasuna au sud) et "Elan", cénacle politico-culturel dirigé par "Xan" Cascara. Sur le terrain, les bombes se font plus puissantes et plus nombreuses. De véritables campagnes visent les gendarmeries, les véhicules de police, les agences de travail temporaire, les perceptions, les offices de tourisme et même les voies de chemin de fer (avant le passage du Talgo en 1983).

En décembre 1986, se produit le seul réel acte de guérilla urbaine d'IK. Un commando dirigé par Philippe Bidart fait évader de la prison de Pau Gaby Mouesca et Maddi Heguy.

1987 n'est pas une bonne année pour IK. En juin, Pierre "Betti" Bidart est arrêté; une semaine plus tard, Maddi Heguy est tuée, par un train au moment de son arrestation. Le 21 du même mois, Christophe Istèque saute avec une bombe qu'il préparait. l'un de ses complices, Patrick Lambaye est grièvement blessé. Il est arrêté sur le champ avec Gaby Mouesca et Henri Perès. Le 15 juillet 1987, IK est dissout en Conseil des Ministres.

Le 25 août, Bidart, repéré, s'enfuit en assassinant un gendarme à Biscarosse; Pendant plusieurs mois, il va rester introuvable malgré le "plan épervier", l'usage d'hélicoptères, la mise sur le pied de guerre du GIGN, des gendarmes, d'éléments de l'armée... sans oublier la police. On perquisitionne même le monastère de Belloc où son oncle par alliance a été moine. Et puis, au soir du 19 février 1988, Philippe Bidart, Joseph Etcheveste, Pierre Aguerre, Philippe Lascary et Jean-Pierre Hiribaren sont arrêtés dans une villa du Boucau, près de Bayonne, par le GIGN et les Gendarmes. Etcheveste et Aguerre sont blessés. Bidart était en fuite depuis sept ans. Il rejoint ses frères "Betti" et "Babi" en prison. Le lendemain, plusieurs sympathisants d'IK sont arrêtés à leur tour.

Ce qui n'empêche pas une ultime bravade d'IK, qui glisse dans la boîte aux lettres de l'AFP à Bayonne un communiqué où il admet que "ce grave événement constitue un revers pour notre organisation". Il ajoute "Nous tenons à avertir l'Etat français et les notables locaux complices de la politique criminelle que ce ne sera pas le coup de grâce qu'ils espèrent sans doute". En conclusion

"que chaque Abertzale, au niveau où il peut le faire s'engage dans la lutte pour que vive notre peuple et soutienne la lutte armée".  
Une bouteille à la mer. En attendant, il semble bien que le coup porté à IK soit de ceux dont on ne se relève pas...